

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

PETIT FORESTIER

Société anonyme au capital de 9 987 728 €.
Siège social : 11, route de Tremblay, 93420 Villepinte.
384 081 113 R.C.S. Bobigny.

A. - COMPTES SOCIAUX.

I. – Bilan au 31 décembre 2005.

(En K€).

ACTIF	Notes	2005			2004	2003
		Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	Net
Immobilisations incorporelles	4.1, 5.1, 5.2	5 255	4 079	1 176	2 491	1 378
Immobilisations corporelles	4.2, 5.1, 5.2	3 472	2 773	699	982	1 219
Immobilisations financières	4.3, 5.1, 5.3, 5.4, 5.12	36 648	-	36 648	36 648	36 410
Actif immobilisé		45 375	6 852	38 523	40 121	39 007
Stocks		-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés	4.5, 5.2, 5.4, 5.11, 5.12	6 597	6	6 591	11 851	9 855
Autres créances	4.5, 4.6, 5.4, 5.11	65 955	-	65 955	53 869	40 776
VMP et disponibilités	4.4, 5.6	18 156	-	18 156	6 125	17 184
Actif circulant		90 708	6	90 702	71 845	67 815
Compte de régularisation	4.7, 5.5	72	-	72	149	120
Total de l'Actif		136 155	6 858	129 297	112 115	106 942

Passif	Notes	2005	2004	2003
Capital social	5.7	9 988	9 988	9 988
Primes d'émission		9 179	9 179	9 179
Réserve		22 513	14 569	10 207
Résultat de l'exercice		6 194	9 582	5 997
Provisions réglementées		38		
Capitaux propres	5.8	47 912	43 318	35 371
Provisions pour risques		-	-	-
Provisions pour charges		-	-	-

Provisions pour risques et charges		-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	4.5, 5.9, 5.10	21 005	15 057	18 356
Emprunts et dettes financières divers	4.5, 5.9, 5.10	53 309	46 693	46 138
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.5, 4.8, 5.9, 5.10	3 928	3 884	3 901
Dettes fiscales et sociales	4.5, 5.9, 5.10	3 138	2 831	3 131
Autres dettes	4.5, 5.9, 5.10	5	332	45
Dettes d'exploitation		81 385	68 797	71 571
Total du Passif		129 297	112 115	106 942

II. – Compte de résultat au 31 décembre 2005.

(En K€).

	Notes	2005	2004	2003
Chiffre d'affaires	6.1	14 490	19 558	16 018
Autres produits	6.2	729	813	1 633
Total produit d'exploitation		15 219	20 371	17 651
Achats de marchandises		-	-	-
Achats de matières premières		140	317	408
Autres achats et charges externes	6.3	4 652	9 794	8 287
Impôts et taxes		322	426	271
Charges de personnel	7.1, 7.2, 7.4, 7.5	2 966	4 600	4 038
Dotations aux amortissements	5.2	1 288	1 315	1 504
Dotations aux dépréciations		-	-	-
Autres charges		4	95	1
Total charges d'exploitation		9 372	16 547	14 509
Résultat d'exploitation		5 847	3 824	3 142
Produits financiers		4 727	7 687	6 270
Charges financières		1 514	1 261	1 286
Résultat financier	6.4	3 213	6 426	4 984
Résultat courant avant impôt		9 060	10 250	8 126

III. – Annexes aux comptes sociaux.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2005, et avant répartition de l'exercice, le total du bilan est de 129 296 686,24 Euros, le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, permet pour un total de produits de 19 952 087,19 Euros de dégager un bénéfice net de 6 193 802,09 Euros. L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2005. Les notes 1 à 7 ci-après, exprimées en milliers d'Euros, font partie intégrante des comptes annuels.

NOTE 1 : FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.

Aucun fait caractéristique n'est à mentionner.

NOTE 2 : FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE.

La société PETIT FORESTIER a signé le 25 avril 2006, un protocole d'accord en vue de l'acquisition de la totalité du capital social de la société PRO-SYSTEM GROUP et de la société LUCIMMO qui porte l'actif immobilier, siège social de PRO-SYSTEM GROUP

Implanté à Servon (77), PRO-SYSTEM GROUP est le leader européen de la location de meubles frigorifiques auprès de la grande distribution et des industriels de l'agro-alimentaire.

Les meubles frigorifiques sont des équipements qui permettent la conservation et la promotion des aliments frais et surgelés sur le lieu de vente.

PRO-SYSTEM GROUP a réalisé pour son dernier exercice clos le 31 août 2005, un chiffre d'affaires de 19 442 K€ pour un résultat net de 989 K€.

La réitération de l'acquisition est prévue fin mai 2006, au terme de l'audit.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES.

3.1 Rappel des principes

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3.2 Changement de méthodes

La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent et résultent des dispositions du Plan Comptable Général.

Conformément au nouveau règlement comptable sur les actifs, notre société a procédé à l'analyse de la durée d'utilisation, du taux de dépréciation et de la valeur résiduelle des immobilisations amortissables.

Les plans d'amortissement retenus pour les actifs immobilisés traduisent le rythme de consommation des avantages économiques attendus.

Ces changements de méthode comptable, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005, ont été appliqués de manière rétrospective.

L'évaluation des dépréciations antérieures est égale au montant des amortissements qui auraient été constatés si les nouvelles méthodes de comptabilisation avaient été appliquées dès l'origine. Des amortissements dérogatoires constatés au passif permettent d'ajuster le montant des amortissements d'après la durée d'usage au plan fiscal.

3.3 Changement d'estimation

Un amortissement exceptionnel de 750 K€ a été comptabilisé sur les logiciels informatiques en appréciation de leur durée d'utilité estimée.

NOTE 4 : METHODES D'EVALUATION.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

4.1 Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis sur une durée de 1 à 4 ans.

4.2 Immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- construction (agencements) : 5 à 30 ans ;
- installations générales, agencements : 5 à 20 ans ;
- matériel de bureau et informatique : 4 ans ;
- mobilier : 10 ans.

4.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent à des titres de participation dans les sociétés du groupe et accessoirement à des dépôts de garantie versés dans le cadre de l'activité normale.

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur actuelle de ceux-ci est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur actuelle des titres de participation est estimée sur la base de la quote-part d'actif net corrigé qui tient compte notamment du coût de remplacement, de substitution ou de création du patrimoine de chaque filiale, de la place qu'elle occupe dans son secteur d'activité et de son intérêt stratégique au regard des activités du groupe.

En cas de situation pouvant laisser supposer une éventuelle réduction de la valeur des immobilisations financières, des tests sont réalisés conduisant, en tant que de besoin, à constater le cas échéant une dépréciation.

4.4 Valeurs mobilières de placement

La valeur brute des valeurs mobilières de placement, y compris les actions de PETIT FORESTIER en auto-détention, est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

4.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas. En fonction du risque encouru, est constituée sur chacune d'elles une dépréciation.

4.6 Produits à recevoir

Les produits à recevoir, inclus dans les postes d'actifs circulant, représentent le montant des produits non encore facturés à la fin de la période mais correspondent à des produits imputables à cette période.

4.7 Compte de régularisation

Toutes les charges constatées d'avance sont liées à l'exploitation.

4.8 Charges à payer

Les charges à payer incluses dans les postes de dettes représentent le montant des charges non parvenues à la fin de la période mais correspondent à des charges imputables à cette période.

4.9 Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels comprennent, d'une part les éléments exceptionnels non récurrents provenant des activités ordinaires et d'autre part les éléments extraordinaires.

NOTE 5 : DETAIL SUR CERTAINS POSTES DU BILAN.

5.1 Etat de l'actif immobilisé

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

(En K€)	VALEUR BRUTE 01/01/2005	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE 31/12/2005
Logiciels informatiques	4 998	363	106	5 255
Incorporelles	4 998	363	106	5 255
Aménagements sur constructions	88	-	-	88
Installations, agencements divers	286	1	-	287
Matériel, mobilier de bureau	2 990	110	3	3 097
Immobilisations en-cours	-	89	89	0
Corporelles	3 364	200	92	3 472
Financières	36 648	25	25	36 648
Total	45 010	588	223	45 375

Les immobilisations financières sont constituées principalement pour 33 613 K€ par des titres de participation (figurant entre autre dans le tableau-liste des filiales et participations repris au paragraphe 5.3), ainsi que pour 3 000 K€ de créances sur participations.

5.2 Etat des amortissements et dépréciations

(En K€)	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS AU 01/01/2005	IMPACT DU CHANGEMENT DE METHODE	DOTATIONS	REPRISES	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS AU 31/12/2005
Incorporelles	2 507	-	1 605	33	4 079
Corporelles	2 382	-42	433	-	2 773
Total	4 889	-42	2 038	33	6 852

(En K€)	DEPRECIATIONS 01/01/2005	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	DEPRECIATIONS 31/12/2005
Immobilisations	-	-	-	-
Actifs circulants	6	-	-	6
Provisions réglementées	42	2	6	38
Total	48	2	6	44

L'impact du changement de méthode a été enregistré en amortissements dérogatoires.

5.3 Immobilisations financières

Tableau-liste des filiales et participations

Le tableau et la liste des filiales et des participations au sens des articles L.233-15 du Code de commerce et 24.11 du décret du 29 novembre 1983 se présentent comme suit :

			Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts & avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
						brute	nette					
			K€	K€	%	K€	K€	K€	K€	K€	K€	K€

A/ Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société astreinte à la publication

1) Filiales (détenues à > de 50%)												
	PETIT FORESTIER LOCATION	2 000	83 151	99,88 %	13 681	13 681	0		154420	313		
	STRICHER	2 016	25 765	100,00 %	7 613	7 613	1 765		22 682	2 880	2 394	
	PETIT FORESTIER INTERNATIONAL	1 000	1 470	100,00 %	1 001	1 001	17 684		0	2 162		
	FRIGO DRIVER	100	47	99,98 %	100	100	401		1 746	31		
	LECAPITAINE	2 000	3 939	99,99 %	8 688	8 688	7 821		47 757	77		
	RELEC FROID	54	1 022	99,85 %	2 350	2 350	687		5 759	490		
	COLD LINE	10	-8	99,90 %	10	10			18	-8		
2) Participations (de 10% à 50%)												
	NEANT											

B/ Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de la société astreinte à la publication

1) Filiales (détenues à > de 50%)												
	NEANT											
2) Participations (de 10% à 50%)												
	NEANT											

5.4 Etat des échéances des créances

(En K€)	MONTANTS BRUTS AU 31/12/2005	ECHEANCE A UN AN AU PLUS	ECHEANCE A PLUS D'UN AN
Actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	3 000		3 000
Prêts	32	32	-
Autres immobilisations financières	3	3	-
Actif circulant :			
Créances clients ordinaires	6 590	6 590	-
Créances clients douteux	7	7	-
Créances clients et comptes rattachés	6 597	6 597	-
Autres créances groupe	64 952	64 952	-
Autres créances hors groupe	1 003	1 003	-
Autres créances	65 955	65 955	-
Total général	75 587	72 587	3 000

Les autres créances groupe sont principalement constituées d'avances de trésorerie aux sociétés du groupe.

5.5 Charges constatées d'avance

(En K€)	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
Charges d'exploitation	72	149	120
Total	72	149	120

Les charges constatées d'avance comptabilisées en fin d'exercice se sont élevées à 72 K€ et sont directement liées à l'exploitation courante de la société.

5.6 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
OPCVM monétaires	17 685	1 203	12 742
Titres de placement	301	4 133	4 150
Valeurs mobilières de placement	17 986	5 336	16 892
Disponibilités	170	789	292
Trésorerie	18 156	6 125	17 184

La valeur comptable des OPCVM monétaire est égale à leur valeur de marché.

Les titres de placement sont constitués de 12 290 actions PETIT FORESTIER achetées dans le cadre de l'autorisation de rachat d'actions par la société (visa COB n°03-483 du 26 mai 2003) et destinées :

- pour 11 460 actions, à l'achat d'actions par des salariés dans le cadre des stock options qui ont pu leur être consenties ;
- pour le solde, 830 actions, à des titres auto détenus.

Sur la base du cours de clôture de 42,00 € le 31 décembre 2005, la valorisation des titres de placement était de 516 K€.

Les liquidités disponibles en banque sont évaluées à leur valeur nominale.

5.7 Composition du capital social

La composition du capital social, par catégorie de titres, se récapitule comme suit :

Nombre de titres à la clôture de l'exercice précédent	4 993 864
Nombre de titres créés pendant l'exercice	-
Nombre de titres remboursés pendant l'exercice	-
Nombre de titres à la clôture de l'exercice	4 993 864
Valeur nominale	€ 2

Un droit de vote double est accordé à toutes les actions détenues sans interruption au nominatif par le même actionnaire pendant deux ans.

5.8 Variation des capitaux propres (en milliers d'Euros)

(En K€)	Au 01/01/2004	Variation de capital	Affectation résultat 2004	Dividendes versés	Résultat 2004	Autres variations	Au 31/12/2004
Capital social	9 988	-	-	-	-	-	9 988
Primes liées au capital	9 179	-	-	-	-	-	9 179
Réserve légale	999	-	-	-	-	-	999
Réserves statutaires	-	-	-	-	-	-	-
Réserves réglementées	-	-	-	-	-	-	-
Autres réserves	9 170	-	4 330	-	-	-	13 500
Report à nouveau	38	-	31	-	-	-	70
Résultat de l'exercice	5 997	-	-4 361	-1 636	9 582	-	9 582
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	0
Totaux	35 371	0	0	-1 636	9 582	0	43 318

(En K€)	Au 01/01/2005	Variation de capital	Affectation du résultat 2004	Dividendes versés	Résultat 2005	Autres variations	Au 31/12/2005
Capital social	9 988	-	-	-	-	-	9 988
Primes liées au capital	9 179	-	-	-	-	-	9 179
Réserve légale	999	-	-	-	-	-	999
Réserves statutaires	-	-	-	-	-	-	-
Réserves réglementées	-	-	-	-	-	-	-
Réserves indisponibles	-	-	-	-	-	-	-
Autres réserves	13 500	-	7 900	-	-	-	21 400
Report à nouveau	70	-	45	-	-	-	115
Résultat de l'exercice	9 582	-	-7 945	-1 637	6 194	-	6 194
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	37	37
Totaux	43 318	0	0	-1 637	6 194	37	47 912

5.9 Etat des échéances des dettes

La récapitulation des dettes de l'entreprise par échéance se présente comme suit en fin d'exercice :

(En K€)	MONTANTS BRUTS AU 31/12/ 2005	ECHEANCE A UN AN AU PLUS	ECHEANCE DE UN AN A CINQ ANS	ECHEANCE A PLUS DE CINQ ANS
Dettes :				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	21 005	8 087	12 918	-
Emprunts et dettes financières divers	53 309	53 309	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 928	3 928	-	-
Dettes fiscales et sociales	3 138	3 138	-	-
Autres dettes	5	5	-	-
Total général	81 385	68 467	12 918	0

Les emprunts auprès des établissements de crédit sont constitués d'emprunts réalisés en quasi totalité lors des opérations de croissance externe. Ils sont à taux variable, indexés sur l'EURIBOR 3 mois. Des couvertures de taux sont régulièrement opérées par le groupe. Les emprunts sont garantis par le nantissement des titres de sociétés acquis.

La société n'a pas d'exploitation aux risques de change.

Les emprunts et dettes financières comprennent pour 53 276 K€ des avances aux sociétés du groupe.

5.10 Etat des charges à payer

La récapitulation, par nature de dettes, des charges à payer en fin d'exercice, se présente comme suit :

(En K€)	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
Emprunts et dettes financières	88	38	52
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 415	1 001	1 334
Dettes fiscales et sociales	270	363	315
Dettes sur immobilisations	-	-	-
Intérêts sur découverts	52	52	44
Autres dettes	-	331	-
Total	1 825	1 785	1 745

Les dettes fournisseurs et les dettes fiscales et sociales ont toutes une échéance inférieure à 12 mois.

5.11 Etat des produits à recevoir

(En K€)	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
---------	------------	------------	------------

Clients	3 334	2278	859
Débiteurs divers	5	9	5
Total	3 339	2 287	864

Les produits à recevoir des clients ont toutes une échéance inférieure à 12 mois.

5.12 Dépréciations et provisions

(En K€)	A nouveau 01/01/2005	Dotations	Reprises	Utilisation	Solde au 31/12/2005
Titres de participations	-	-	-	-	0
Clients	6	-	-	-	6
Titres de placement	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	42	2	6	-	38
Total	48	2	6	0	44
Dont dotations et reprises :					
Exploitation		-	-		
Financières		-	-		
Exceptionnelles		2	6		
Total		2	6		

NOTE 6 : DETAILS SUR CERTAINS POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

6.1 Ventilation du chiffre d'affaires par marchés géographiques :

MARCHES (En K€)	2005	2004	2003
Groupe	6 579	9 972	8 097
Hors groupe	6 880	8 559	7 528
France	13 459	18 531	15 625
Groupe	1 031	1 027	393
Hors groupe	-	-	-
Union Européenne	1 031	1 027	393
Total	14 490	19 558	16 018

Le chiffre d'affaires est constitué de prestations de services opérées en France, dont 6 579 K€ envers des sociétés du groupe PETIT FORESTIER.

6.2 Autres Produits

(En K€)	2005	2004	2003
Subventions	-	-	-
Reprise sur dépréciations	-	-	270
Transfert de charges	-	828	160
Indemnités de résiliation	750	-	-
Autres produits	-21	-15	1 203
Total	729	813	1 633

Les transferts de charges se rapportent à des refacturations de main d'oeuvre, de charges d'assurances, de services bancaires.

6.3 Charges externes

CHARGES EXTERNES (En K€)	2005	2004	2003
Locations	1 033	1 065	877

Entretiens, réparations, maintenances	272	742	455
Honoraires, assurances	1 695	2 835	2 399
Prestations de services (groupe)	-	2 500	2 025
Frais de représentation	763	1 496	1 345
Frais télécommunication	617	719	830
Services bancaires	182	316	183
Autres postes	90	121	173
Total	4 652	9 794	8 287

6.4 Résultat financier

(En K€)	2005	2004	2003
Produits :			
Produits financiers de participation	2 397	5 875	4 853
Produits financiers sur placements	2 330	1 442	1 147
Reprise sur dépréciations	-	370	270
Total	4 727	7 687	6 270
Charges :			
Dotations aux dépréciations	-	-	-
Intérêts et charges	1 514	1 261	1 286
Total	1 514	1 261	1 286

Les produits financiers de participation résultent des dividendes perçus des filiales.

Les produits financiers sur placements ainsi que les intérêts et charges versés sont principalement issus de la gestion de trésorerie centralisée opérée par PETIT FORESTIER pour le compte des sociétés du groupe PETIT FORESTIER et pour une part des intérêts, aux sommes versées aux banques au titre des prêts consentis dans le cadre des opérations de croissance externe.

6.5 Résultat exceptionnel

(En K€)	2005	2004	2003
Produits :			
Sur opérations de gestion	-	3	80
Sur opérations en capital	-	1 132	2
Reprise sur amortissements et dépréciations	6	1 500	-
Total	6	2 635	82
Charges :			
Sur opérations de gestion	-	-	85
Sur opérations de capital	-	1 107	4
Dotation aux dépréciations	-	-	-
Dotation aux amortissements	752	-	1 500
Total	752	1 107	1 589

Une dotation exceptionnelle sur amortissement de 750 K€ a été comptabilisée en 2005 sur des logiciels informatiques.

6.6 Ventilation de l'impôt

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre la partie imputable aux éléments exceptionnels et la partie imputable aux autres éléments se présente comme suit :

(En K€)	MONTANT AVANT IMPOT	IMPOT	MONTANT NET
Résultat courant	9 060	-2 085	6 975

Résultat exceptionnel	-746	-	-746
Participation des salariés	-35	-	-35
Total	8 279	-2 085	6 194

L'impôt afférent à chaque résultat est déterminé en tenant compte des taux d'imposition applicables aux opérations correspondantes.

6.7 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

(En €)	
Résultat net de l'exercice	6 194
+ Impôts sur les bénéfices	2 085
+ Dotations aux provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	2
- Reprise aux provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	6
Résultat hors impôts et évaluations fiscales dérogatoires	8 275

6.8 Situation fiscale différée

NOTE 7 : AUTRES INFORMATIONS

7.1 Effectif

CATEGORIES	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
Cadres et assimilés	17	27	24
Agents de maîtrise	1	10	9
Ouvriers et employés	-	20	20
Total	18	57	53

7.2 Rémunération des mandataires sociaux

La rémunération des mandataires sociaux, avantages en nature inclus, s'élève pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005 à 548 K€.

Les mandataires ne bénéficient pas de régimes de retraite ou de prévoyances autres que ceux dont bénéficient les cadres de la société.

7.3 Informations concernant les entreprises liées ou ayant un lien de participation

La fraction des immobilisations financières, des créances et des dettes, ainsi que des charges et produits financiers concernant les entreprises liées ou ayant un lien de participation peut être résumée ainsi :

(En K€)	2005	2004	2003
Bilan actif :			
Créances rattachés à des participations	3 000	3 000	3 000
Créances clients	-1 407	3 757	3 831
Compte courant, intégration fiscale	612	97	2 299
Autres créances (avances envers les filiales)	64 340	53 358	37 789
Total	66 545	60 212	46 919
Bilan passif :			
Compte courant, intégration fiscale	2 152	2 055	3 286
Emprunts et dettes financières (créances envers les filiales)	51 124	44 563	42 736
Dettes fournisseurs	725	485	873
Total	54 001	47 103	46 895
Compte de résultat :			
Charges financières	993	780	930
Produits financiers	4 612	7 244	5 832

7.4 Engagements en matière de pension, compléments de retraites et indemnités

La charge correspondant aux indemnités des départs en retraite n'a pas été comptabilisée dans les comptes sociaux compte-tenu de l'âge moyen des salariés. Le montant des engagements est provisionné dans les comptes consolidés de PETIT FORESTIER. La quote-part correspondant aux engagements de la société PETIT FORESTIER s'élève à 205 K€.

7.5 Participation des salariés

Le groupe PETIT FORESTIER a signé un accord de groupe concernant la participation des salariés. Le montant de la participation des salariés au titre de l'exercice 2005 s'élève à 35 K€ pour la société PETIT FORESTIER.

7.6 Engagements hors bilan

	Au 31/12/2005
Nantissements titres	
Cautions délivrées en faveur de sociétés du groupe, garantissant leurs emprunts souscrits	102 695
Total	102 695

Au titre des financements mis en place dans le cadre des opérations de croissance externe réalisées, des nantissements de titres des sociétés acquises ont été conférés aux banques prêteuses.

De même, des cautions ont été délivrées à certaines banques au titre des financements consentis aux sociétés du groupe principalement à l'étranger pour l'acquisition de nouveaux véhicules destinés à la location.

7.7 Expositions aux risques

De part son statut de société holding et animatrice des sociétés du groupe PETIT FORESTIER, la société PETIT FORESTIER n'est que très peu exposée aux risques :

- les risques de marché sont inexistant ;
- les risques de change concernent uniquement les créances représentant des avances en trésorerie consentie à PETIT FORESTIER UK pour 10 229 KGBP ;
- les risques de taux sont liés à la dette sénior afférente aux opérations de croissance externe pour 18 610 K€ ; la charge d'intérêt, basée sur l'Euribor 3 mois, est couverte en grande partie par la souscription de Caps.

7.8 Intégration fiscale

	Au 31/12/2005	Au 31/12/2004
Impôt en absence de l'intégration fiscale	2 097	2 116
Economie réalisée sur déficits filiales	-401	-1 612
Incidence des retraitements intégration fiscale	-12	19
Quote-part de la société dans l'impôt du groupe	1 684	523
Charge supplémentaire (avis CNC n°2005-B)	401	1 612
Charge d'impôt comptabilisée	2 085	2 135

PETIT FORESTIER est la société tête de groupe pour l'application du régime de l'intégration fiscale.

Elle a signé avec effet au 1^{er} janvier 1999, une convention d'intégration fiscale avec l'ensemble de ses filiales françaises à l'exclusion de COLD LINE, société créée au cours de l'exercice et qui n'entrera dans l'intégration fiscale qu'au 1^{er} janvier 2006.

La convention d'intégration fiscale stipule que les filiales supportent l'impôt comme en l'absence d'intégration. Dans le cas d'une filiale déficitaire, il n'y a pas de réallocation de l'économie d'impôt au profit de la filiale.

En l'absence d'application de la convention d'intégration fiscale, la charge d'impôt aurait été de 2 097 K€.

Conformément à l'avis n° 2005-B du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité daté du 2 mars 2005, notre société a enregistré une charge fiscale complémentaire de 401 K€ qui représente l'économie d'impôt réalisée de l'utilisation des déficits de filiales intégrées.

7.9 Consolidation

La société PETIT FORESTIER fait partie d'un groupe soumis à l'obligation de présentation de comptes consolidés : elle est la société mère de cet ensemble.

B. - COMPTES CONSOLIDES.

I - Compte de résultat consolidé.

(Montants en milliers d'euros).

	Note	31-déc-05	31-déc-04
Chiffre d'affaires	4.15.1	302 027	263 434
Autres produits d'activité	3.9	4 698	2 697
Achats consommés		-49 248	-36 396
Charges de personnel	1.2.22, 4.14	-60 935	-53 235

Charges externes		-54 361	-54 721
Impôts et taxes		-7 493	-6 891
Dotations aux amortissements		-98 269	-87 746
Dotations aux provisions		-3 473	497
Variation des stocks de produits en cours et finis		-688	1 182
Autres produits et charges d'exploitation	1.2.23, 4.14	-96	-1 591
Résultat opérationnel courant		32 163	27 229
Autres produits et charges opérationnels			
Résultat opérationnel			
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1.2.7, 3.10, 3.13, 4.10	-22	-17
Coût de l'endettement financier brut		-11 997	-11 506
Coût de l'endettement financier net	4.16	-12 018	-11 522
Autres produits et charges financiers	1.2.24	280	261
Résultat courant avant impôts		20 425	15 968
Charges d'impôt	1.2.25, 4.17	-6 954	-6 759
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	II, III, IV	13 471	9 209
Part du groupe	I, IV	13 471	9 239
Intérêts minoritaires	IV	0	-30

II - Bilan consolidé au 31 décembre 2005.

(Montants en milliers d'euros).

	Note	31-déc-05	31-déc-04
Goodwill	1.2.4, 4.2, 3.1	39 387	32 702
Immobilisations incorporelles	1.2.13, 4.3, 3.4	4 774	6 632
Immobilisations corporelles	1.2.14, 4.4, 4.11, 3.2, 3.3	504 754	445 160
Titres de participation			
Autres actifs financiers		0	
Actifs financiers disponibles à la vente			
Actifs d'impôt non courants		0	
Autres actifs non courants	4.11, 3.11	7 823	7 850
Actif non courant	1.2.9	556 737	492 343
Stocks et en-cours	1.2.12, 4.11	8 296	8 393
Créances clients et comptes rattachés	1.2.11, 4.11	103 533	80 530
Actif d'impôt courant	4.12	190	
Autres actifs courants	4.11	26 782	26 377
Trésorerie et équivalents de trésorerie	III, 1.2.7, 1.2.10, 4.6, 4.9, 3.10, 3.13, 4.10	26 717	16 191
Actifs détenus en vu de la vente			
Actif circulant	1.2.9	165 518	131 491
Total actif		722 255	623 834

Capital émis	IV	9 988	9 988
Autres réserves	IV	97 613	85 380
Titres en auto-contrôle	IV, 1.2.21, 4.7, 3.7	-301	
Résultat de l'exercice	I, IV	13 471	9 239
Capitaux propres – part revenant au groupe	IV	120 771	104 606
Capitaux propres – part revenant aux minoritaires	IV		2 056
Capitaux propres	IV	120 771	106 662
Emprunts et dettes financières à long terme	4.9	287 309	252 078
Provisions à long terme	1.2.18, 4.11, 3.5, 4.9	1 506	993
Passif d'impôts non courants	1.2.16, 4.12	44 817	37 531
Autres passifs non courants		648	1 966
Passif non courant	1.2.17	334 280	292 568
Emprunts à court terme	III, 4.6, 4.9	9 238	5 774
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	4.9	126 322	112 730
Fournisseurs et comptes rattachés		94 975	69 395
Provisions à court terme	1.2.18, 4.11		298
Passif d'impôt courants	1.2.16, 4.12	1 149	4 824
Autres passifs courants		35 520	31 583
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente			
Passif courant	1.2.17	267 204	224 604
Total passif		722 255	623 834

III - Tableaux des flux de trésorerie consolidés.

(Montants en milliers d'euros).

	31-déc-05	31-déc-04
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	13 471	9 209
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celle liées à l'actif circulant)	101 161	89 404
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-1 122	
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	11	10
Autres produits et charges calculés	-17	-14
Plus et moins-values de cession	637	-1 291
Profits et pertes de dilution		
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
Dividendes (titres non consolidés)		
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	114 142	97 318
Coût de l'endettement financier net	12 018	11 522
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	6 954	6 758
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	133 114	115 600
Impôts versés (B)	-3 006	-3 428
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	1 481	2 288
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A + B + C)	131 589	114 460
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-173 477	-152 408
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	18 230	11 349
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)		
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)		

Incidence des variations de périmètre	-931	-885
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)		
Variation des prêts et avances consentis	-21	-181
Subventions d'investissement reçues		36
Autres flux liés aux opérations d'investissement	201	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	-155 998	-142 089
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital :		
* Versées par les actionnaires de la société mère		
* Versées par les minoritaires des sociétés intégrées		
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Rachats et reventes d'actions propres		
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :		
* Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 637	-1 636
* Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	171 698	152 822
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location-financement)	-125 627	-119 815
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location-financement)	-12 111	-11 490
Autres flux liés aux opérations de financement	3 415	642
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	35 737	20 523
Incidence des variations des cours de devises (G)	-201	493
Variation de la trésorerie nette (D + E + F + G)	11 126	-6 613

	31-déc-05	31-déc-04
Avoirs bancaires (ancienne présentation)	16 201	23 899
Titres en autocontrôle liés aux stocks-option	-11	
Autres titres en autocontrôle	-4 123	
Avoirs bancaires (normes IFRS)	12 068	23 899
Découverts bancaires (ancienne présentation)	-5 050	-6 041
Agiors courus, à payer	149	45
Découverts bancaires (normes IFRS)	-4 901	-5 996
Trésorerie d'ouverture	7 167	17 903
Avoirs bancaires (ancienne présentation)		16 201
Titres en autocontrôle liés aux stocks-option		-10
Avoirs bancaires (normes IFRS)	26 717	16 191
Découverts bancaires (ancienne présentation)		-5 050
Agiors courus, à payer		149
Découverts bancaires (normes IFRS)	-8 424	-4 901
Trésorerie de clôture	18 293	11 290
Variation de la trésorerie	11 126	-6 613

IV - Tableau de variation des capitaux propres.

(Montants en milliers d'euros).

Tableau de variation des capitaux propres	Capital	Réserves liées au capital	Titres autodétenus	Réserves et résultats consolidés	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Total part groupe	Minoritaires	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Capitaux propres au 31 décembre 2003	9 988	10 178		49 907		70 073	756	70 829
Changement de méthodes comptables				26 836		26 836	718	27 554
Capitaux propres au 1er janvier 2004 corrigés	9 988	10 178	0	76 743	0	96 909	1 474	98 383
Opérations sur capital						0		0
Paiements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur titres autodétenus						0		0
Dividendes				-1 636		-1 636		-1 636
Résultat net de l'exercice				9 239		9 239	-30	9 209
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (1)						0		0
Instruments financiers : variation de juste valeur et transferts en résultat (2)						0		0
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (3)					-68	-68	-17	-85
Résultat enregistré directement en capitaux propres (1) + (2) + (3)	0	0	0	0	-68	-68	-17	-85
Variation de périmètre						0	641	641
Autres mouvements				162		162	-12	150
Capitaux propres au 31 décembre 2004	9 988	10 178	0	84 508	-68	104 606	2 056	106 662
Changement de méthodes comptables			-4 122		1 034	-3 088		-3 088
Capitaux propres au 1er janvier 2005 corrigés	9 988	10 178	-4 122	84 508	966	101 518	2 056	103 574
Opérations sur capital						0		0
Paiements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur titres autodétenus			3 821		2 723	6 544		6 544
Dividendes				-1 637		-1 637		-1 637
Résultat net de l'exercice				13 471		13 471		13 471
Variations sur passage IFRS				656		656		656
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (1)						0		0
Instruments financiers : variation de juste valeur et transferts en résultat (2)					-41	-41		-41
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (3)					264	264		264
Résultat enregistré directement en capitaux propres (1) + (2) + (3)	0	0	0	656	223	879	0	879
Variation de périmètre						0		0
Variation pourcentage d'intérêts						0	-2 056	-2 056
Autres mouvements				-4		-4		-4
Capitaux propres au 31 décembre 2005	9 988	10 178	-301	96 994	3 912	120 771	0	120 771

V - Annexe aux comptes consolidés.

1. Principes comptables.

1.0 Informations générales

Le 27 avril 2006, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes consolidés et autorisé la publication des états financiers consolidés pour les comptes clos le 31 décembre 2005.

PETIT FORESTIER est une société anonyme immatriculée en France (RCS Bobigny B 384 081 113).

Les états financiers sont exprimés en euros, devise dans laquelle est traitée la majeure partie des opérations. Les méthodes de comptabilisation des opérations en monnaies étrangères sont décrites dans la note 1.2.5. Le signe K€ exprime un chiffre arrondi au millier d'euros le plus proche.

1.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du groupe Petit Forestier (le « groupe » ou « Petit Forestier ») au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS (les « IFRS ») applicables au 31 décembre 2005 telles qu'approuvées par l'Union européenne à la date de préparation de ces états financiers. Les premiers comptes publiés selon les normes IAS/FRS sont ceux de l'exercice 2005 présentés avec, en comparatif, les comptes de l'exercice 2004 établis selon le même référentiel. Toutefois, les données IFRS 2004 ne tiennent pas compte des normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation ». En effet, le groupe a opté pour l'application de ces normes au 1^{er} janvier 2005.

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certains actifs et passifs traités conformément aux normes IFRS. Les catégories d'actifs et passifs concernés sont décrits, le cas échéant, dans les notes correspondantes ci-après.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2005, au 31 décembre 2004 ont été retraités selon les mêmes principes et règles comptables, qui résultent :
— des normes et interprétations IFRS applicables au 31 décembre 2005 telles qu'elles sont connues à ce jour et adoptées par l'Union européenne ;
— de la résolution que le groupe anticipe à ce jour des questions techniques et des projets en cours discutés par l'IASB et l'IFRIC.

1.2 Principes et modalités de consolidation

1.2.1 Estimations

Dans le cadre de la préparation des comptes consolidés, le groupe est amené à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers. Les résultats définitifs peuvent diverger sensiblement de ces estimations, en fonction d'hypothèses ou de situations qui pourraient s'avérer différentes de celles envisagées.

Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :

- dépréciation des créances douteuses ;
- provisions pour risques et charges ;
- durée d'amortissement des immobilisations ;
- évaluations retenues pour les tests de pertes de valeur ;
- engagements de rachat des titres de minoritaires et compléments de prix sur acquisition de sociétés ;
- actifs d'impôts différés ;
- réaffectation des écarts d'acquisition.

1.2.2 Homogénéisation des comptes

Les états financiers de l'ensemble des filiales incluses dans le périmètre de consolidation ont été homogénéisés selon les principes et règles comptables du groupe en conformité avec les IFRS.

1.2.3 Méthodes de consolidation

Les filiales sous contrôle exclusif direct ou indirect sont consolidées par intégration globale ; cette méthode consiste à substituer au bilan, à la valeur des titres de participation, la totalité des actifs et passifs de ces filiales, et à incorporer, dans le compte de résultat, la totalité de leurs charges et produits, en reconnaissant les droits des minoritaires dans les réserves et le résultat.

1.2.4 Regroupements d'entreprises – Ecart d'acquisition

Les acquisitions réalisées depuis le 1^{er} janvier 1998 sont comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition. Cette méthode consiste à évaluer à leur juste valeur les actifs acquis et les passifs assumés (incluant les passifs éventuels), la différence entre la part du groupe dans ces justes valeurs et le coût d'acquisition est portée dans le poste « Ecart d'acquisition ».

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis.

1.2.5 Conversion des comptes des filiales étrangères

Les comptes des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis au taux de clôture du dernier jour de cotation de l'exercice pour les postes de bilan, et au taux moyen de l'exercice pour le compte de résultat ainsi que pour les flux du tableau de flux de trésorerie. Le groupe n'étant pas présent dans des pays à forte inflation, l'impact financier s'avère relativement faible. Les comptes des filiales concernées sont donc convertis selon la règle générale décrite ci-dessus. Le résultat présenté dans les capitaux propres étant converti au taux moyen, l'écart avec le taux de clôture est inscrit en réserves consolidées.

Les écarts d'acquisition provenant de l'acquisition de filiales étrangères sont considérés comme des actifs de celles-ci et sont donc exprimés dans la devise de l'entité acquise.

1.2.6 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur à la date de transaction. A chaque clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont comptabilisés au compte de résultat en « Autres charges et produits financiers ».

1.2.7 Instruments financiers

Les instruments financiers utilisés par le groupe pour gérer son exposition aux risques de taux d'intérêt et de change sont négociés avec des établissements financiers de premier plan, limitant ainsi les risques de contrepartie.

Ces instruments comprennent principalement des caps et des floors sur les taux d'intérêt.

Les pertes et gains relatifs aux instruments destinés à la couverture d'actifs et de passifs sont enregistrés en capitaux propres lorsqu'il s'agit d'une couverture de juste valeur (valeur intrinsèque) et au compte de résultat lorsqu'il s'agit d'une couverture de flux futurs (valeur temps). Les variations de juste valeur des éléments couverts sont enregistrées de manière symétrique.

1.2.8 Elimination des opérations intra-groupe

Les soldes des comptes de créances et de dettes entre sociétés du groupe, ainsi que les opérations intra-groupe telles que les facturations internes, paiements de dividendes, plus ou moins-values de cessions, dotations ou reprises de provisions pour dépréciation de titres consolidés, sont éliminés en tenant compte de leurs effets sur les résultats.

1.2.9 Actif courant/actif non courant

Les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en « actifs courant », de même que les actifs détenus dans le but d'être cédés, la trésorerie ou les équivalents de trésorerie.

Tous les autres actifs sont classés en « actifs non courants ».

1.2.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste comprend les disponibilités, les dépôts à vue ainsi que les placements monétaires sans risque à court terme effectués par le groupe dans le cadre de sa gestion de trésorerie au quotidien. Ces placements représentent des actifs financiers de transaction et sont donc évalués à leur juste valeur avec contrepartie résultat.

1.2.11 Clients et comptes rattachés

Les créances dont le recouvrement total ou partiel est incertain, sont provisionnées. Le groupe fonde son jugement sur son expérience et sur l'antériorité des comptes qui ont fait l'objet d'une analyse approfondie. La plupart des sociétés du groupe ont souscrit un contrat d'assurance-crédit.

1.2.12 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production. Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur de réalisation devient inférieure à leur coût de revient.

1.2.13 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie font l'objet d'un amortissement sur leur durée d'utilité estimée, alors que les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an.

1.2.14 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Ce coût n'inclut pas le coût de financement supporté avant leur mise en service.

Conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 1, le patrimoine immobilier correspondant aux locaux des différentes agences à la date du 1er janvier 2004 a été évalué à sa juste valeur et cette juste valeur a été utilisée en tant que coût historique à cette date.

Lorsque la prise en location d'un bien implique, en substance, un transfert de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué, alors, il est comptabilisé en immobilisation, avec en contrepartie une dette financière. Les immobilisations ainsi constatées sont amorties selon les mêmes modalités que celles applicables aux biens acquis en pleine propriété, et selon une durée n'excédant pas la durée du bail lorsqu'il est probable que celui-ci ne sera pas renouvelé.

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité estimée.

A titre d'illustration, les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Mode d'amortissement	Durées d'amortissement (années)
Constructions	Linéaire	10 à 60
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	3 à 10
Véhicules de transport	Dégressif	jusqu'à 10
Matériel informatique	Linéaire	jusqu'à 5
Mobilier	Linéaire	7 à 10
Agencements	Linéaire	10

L'amortissement des véhicules est pratiqué sur le mode dégressif, 70 à 80 % d'amortissement est constaté au titre de la consommation des avantages économiques sur les cinq premières années, celle-ci correspondant généralement à la première durée de location.

1.2.15 Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée indéfinies sont soumis à un test de dépréciation lors de chaque clôture annuelle et chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'une diminution de valeur a pu se produire. Les autres immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles font également l'objet d'un tel test chaque fois qu'un indice de perte de valeur existe.

La perte de valeur est le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable, celle-ci étant la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et le prix de vente net des coûts de cession.

La valeur recouvrable est déterminée pour chaque élément pris individuellement, à moins qu'il ne soit pas à l'origine de flux de trésorerie suffisamment autonomes par rapport à ceux procurés par les autres immobilisations. Dans cette hypothèse, la valeur comptable de l'élément est comprise dans celle de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient, une unité génératrice de trésorerie correspondant à un regroupement d'actifs engendrant des flux de trésorerie autonomes. Le test de dépréciation est effectué à l'échelon de cette unité.

1.2.16 Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable. Ils sont calculés tant sur les différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs du bilan consolidé, que sur les déficits fiscaux reportables des sociétés du groupe.

Les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée au sein d'une même entité fiscale (société juridique, ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

Les actifs d'impôt différé sont reconnus en fonction de leur probabilité de réalisation future.

Les sociétés françaises sont intégrées fiscalement avec la société mère PETIT FORESTIER.

1.2.17 Passif courant / passif non courant

Les passifs devant être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en « Passifs courants », de même que les passifs détenus dans le but d'être négociés. Tous les autres passifs sont classés en « Passifs non courants ».

1.2.18 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources. Cette obligation peut-être d'ordre légale, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies consentis aux salariés du groupe sont constitués par des indemnités de fin de carrière versées à la date du départ à la retraite. S'agissant d'un régime à prestations définies, la dette du groupe est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la norme IAS 19. L'estimation prend notamment en compte la probabilité de maintien du personnel dans le groupe jusqu'au départ en

retraite, l'évolution future de la rémunération et un taux d'actualisation reflétant le taux de rendement à la date du bilan des obligations émises par des émetteurs privés de premier rang.

Il est rappelé que les retraites des salariés du groupe sont versées par des organismes nationaux de retraite fonctionnant par répartition. Le groupe estimant n'avoir aucune obligation au-delà de celle d'avoir à verser les cotisations à ces organismes, celles-ci sont enregistrées en charge de périodes au titre desquelles elles sont appelées.

1.2.19 Comptabilisation des compléments de prix d'acquisition de titres

Lors de l'acquisition de sociétés, des contrats prévoyant un complément de prix sont parfois mis en place (« earn-out »). Ceux-ci sont comptabilisés en complément du coût d'acquisition des titres avec pour contrepartie une dette financière, dès lors que les versements sont probables et que les montants peuvent être mesurés de façon fiable.

L'estimation de ces engagements est revue à chaque clôture sur la base de la formule prévue au contrat, formule qui est appliquée aux dernières données disponibles.

1.2.20 Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Le groupe a accordé des options d'achats d'actions de la Société PETIT FORESTIER à des salariés du groupe (« Plans réglés en actions »).

A la date d'octroi des options, la juste valeur des options accordées est calculée selon la méthode reprenant la charge à comptabiliser sur la période correspondant à la durée d'acquisition des options. Cette méthode permet de prendre en compte les caractéristiques du plan sans risque, le cours de l'action, la volatilité, le dividende attendu et une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

La juste valeur des options est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits. Cette charge est inscrite en charges de personnel en contrepartie des capitaux propres. Lors de l'exercice des options, le prix payé par les bénéficiaires est comptabilisé en trésorerie en contrepartie des capitaux propres.

Le groupe a opté pour l'application de la norme IFRS 2 aux seuls instruments de capitaux propres octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas encore acquis au 31 décembre 2005. De même, les passifs résultant de transactions dont le paiement est fondé sur des actions qui ont été réglés avant le 31 décembre 2005 n'ont pas fait l'objet de retraitements.

1.2.21 Titres d'auto-détention

Les titres d'auto-détention sont présentés en diminution des capitaux propres pour leur prix d'acquisition par le groupe. Les plus ou moins-values sur la cession de ces titres sont enregistrées en capitaux propres.

1.2.22 Charges de personnel

Les charges de personnel intègrent tous les coûts directs ou indirects liés aux salariés.

1.2.23 Autres charges et produits opérationnels

Les produits ou charges inhabituels, anormaux et peu fréquents et de montant individuel particulièrement significatif sont présentés sur cette ligne distincte du compte de résultat afin de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante du groupe.

1.2.24 Autres charges et produits financiers

Cette ligne intègre principalement les pertes ou profits sur actifs financiers de transaction.

1.2.25 Impôts

L'impôt sur les résultats (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt à payer au titre de chaque exercice et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt sur les résultats est comptabilisé en résultat. Toutefois, s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, il est comptabilisé en capitaux propres.

Les impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires existant à la date de clôture entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et des passifs du bilan consolidé. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts qui seront en vigueur au moment du dénouement des différences temporaires.

1.2.26 Modalités de calcul des résultats par action

Le bénéfice par action "basique" est calculé sur le nombre moyen d'actions pondéré, déduction faite des actions d'auto-détention.

1.2.27 Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique).

Les activités du groupe Petit Forestier se déclinent suivant deux secteurs principaux, la location et la carrosserie.

2. Faits caractéristiques de l'exercice.

La société RIDER CFM, loueur de véhicules, implantée à Varsovie (Pologne) a été acquise le 15 juin 2005 puis renommée PETIT FORESTIER POLSKA. Elle est consolidée depuis le 1^{er} juillet 2005.

3. Faits postérieurs à la clôture de l'exercice.

La société PETIT FORESTIER a signé le 25 avril 2006, un protocole d'accord en vue de l'acquisition de la totalité du capital social de la société PRO-SYSTEM GROUP et de la société LUCIMMO qui porte l'actif immobilier du siège social de PRO-SYSTEM GROUP.

Implanté à Servon (Seine et Marne), PRO-SYSTEM GROUP est le leader européen de la location de meubles frigorifiques auprès de la grande distribution et des industriels de l'agro-alimentaire. Les meubles frigorifiques sont des équipements qui permettent la conservation et la promotion des aliments frais et surgelés sur le lieu de vente.

PRO-SYSTEM GROUP a réalisé, pour son dernier exercice clos le 31 août 2005, un chiffre d'affaires de 19 442 K€ pour un résultat net de 989 K€.

La réitération de l'acquisition est prévue fin mai 2006, au terme de l'audit.

De même, PETIT FORESTIER UK a signé le 28 février 2006, un protocole d'accord pour l'acquisition de la totalité du capital social de ROCKFIELD UNION LIMITED.

Loueur de véhicules implanté à Liverpool au Royaume-Uni, ROCKFIELD UNION LIMITED exploite une flotte de 550 véhicules dont 93 % de véhicules frigorifiques. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2005, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 5 512 KGBP pour un résultat, avant impôt, de 671 KGBP.

La réitération de l'acquisition est prévue en juin 2006.

4. Notes aux états financiers.

4.1 Périmètre de consolidation :

Nombre de sociétés au 31/12/03	71
Créations	4
Acquisitions	1
Fusions / scissions	-19
Nombre de sociétés au 31/12/2004	57
Créations	12
Acquisitions	1
Fusions / scissions	0
Nombre de sociétés au 30/12/2005 (*)	70
(*) dont 41 sociétés à vocation immobilière (SCI, ...).	

PETIT FORESTIER a constitué trois nouvelles filiales que le groupe contrôle totalement, PETIT FORESTIER SUISSE, COLD LINE et LECAPITAINE UK, ainsi que neuf nouvelles SCI.

SOCIETES	FORME JURIDIQUE	N° SIREN	% de CONTROLE	% D'INTERET
PETIT FORESTIER	SA	384 081 113	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER LOCATION	SAS	300 571 049	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER SERVICES	SAS	478 784 218	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER CONTAINER	SARL	350 999 355	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER INTERNATIONAL	SA	B 63 976	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER Belgique	SPRL	BE 630 276	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER Luxembourg	SARL	B 54 795	99,60 %	99,60 %
PETIT FORESTIER NEDERLAND	BV	8081 57 826 V01	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER ESPAÑA	SL	B62102884	99,98 %	99,98 %
PETIT FORESTIER POLSKA (*)	Sp. z.o.o	017 177 337	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER SUISSE (*)	SA	CH-550-1045825-8	100,00 %	100,00 %
3 TREES HOLDING	Limited	4131403	80,00 %	80,00 %
PETIT FORESTIER UK	Limited	1775955	80,00 %	80,00 %
ELITE CONTRACT HIRE	Limited	2609639	80,00 %	80,00 %
COUNTRYSIDE HIRE	Limited	998509	80,00 %	80,00 %
GAYLOR CREASEY	Limited	937003	80,00 %	80,00 %
STRICHER	SAS	775 741 440	100,00 %	100,00 %
STRICHER FRANCE	SARL	444 465 652	100,00 %	100,00 %
STRICHER PARIS-EST	SARL	444 465 314	100,00 %	100,00 %
STRICHER PARIS-NORD	SAS	331 904 615	100,00 %	100,00 %
STRICHER PARIS-SUD	SAS	970 204 400	99,97 %	99,97 %
RUNGIS AUTOMOBILES	SAS	582 001 020	100,00 %	100,00 %
FRIGOCCASION	SAS	350 811 444	100,00 %	100,00 %
COLD LINE (*)	SARL	484 871 140	100,00 %	100,00 %

LECAPITAINE	SAS	905 880 134	100,00 %	100,00 %
LECAPITAINE UK (*)	Limited	05345539	100,00 %	100,00 %
ISOCONSTRUCTEUR	SARL	399 330 232	100,00 %	100,00 %
RELEC FROID	SARL	964 253 991	100,00 %	100,00 %
FRIGODRIVER	SARL	429 975 154	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU PETIT BOIS	SCI	339 187 031	100,00 %	100,00 %
S.C.I DE LA VERTONNE	SCI	347 782 393	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU DAGUET	SCI	381 333 962	100,00 %	100,00 %
S.C.I DES DEUX MERS	SCI	351 310 271	100,00 %	100,00 %
S.C.I DE L'ETANG	SCI	401 680 624	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU MOUFLON	SCI	408 266 512	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU BROCARD	SCI	408 226 645	100,00 %	100,00 %
S.C.I DE L'ISARD	SCI	408 226 439	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU CERF	SCI	410 294 102	100,00 %	100,00 %
S.C.I DE LA CHEVRETTE	SCI	410 493 985	100,00 %	100,00 %
S.C.I DE LA BECASSE	SCI	419 983 192	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU RENARD	SCI	408 226 553	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU DAIM	SCI	419 982 954	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU SANGLIER	SCI	419 983 069	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU KEFIR	SCI	399 390 699	100,00 %	100,00 %
S.C.I DE LA PICARDIE	SCI	419 983 069	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU MARCASSIN	SCI	429 355 159	100,00 %	100,00 %
S.C.I DE LA LAIE	SCI	429 355 274	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU COLVERT	SCI	423 485 705	100,00 %	100,00 %
S.C.I DU FAON	SCI	423 486 042	100,00 %	100,00 %
S.C.I DE LA BICHE	SCI	429 355 050	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE LA PANTHERE	SCI	433 268 653	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU BUFFLE	SCI	433 268 463	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU LION	SCI	433 268 604	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE L'IMPALA	SCI	408 491 306	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU ZEBRE	SCI	450 832 761	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU PHACOCHERE	SCI	450 831 722	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE L'ELEPHANT	SCI	450 832 795	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU CROCODILE	SCI	452 112 576	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE LA HYENE	SCI	452 113 442	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE L'OURS	SCI	452 113 525	100,00 %	100,00 %
SCI DU RHINO (*)	SCI	481 192 755	100,00 %	100,00 %
SCI DU BUBALE (*)	SCI	481 192 573	100,00 %	100,00 %
SCI DU GUIB (*)	SCI	481 193 704	100,00 %	100,00 %
SCI DU COB (*)	SCI	482 604 170	100,00 %	100,00 %
SCI DU LEOPARD (*)	SCI	483 114 138	100,00 %	100,00 %
SCI DE L'ELAND (*)	SCI	482 604 279	100,00 %	100,00 %
SCI DE L'ORYX (*)	SCI	482 604 196	100,00 %	100,00 %
SCI DE L'OUREBI (*)	SCI	482 569 423	100,00 %	100,00 %
SCI DU CEPHALOPHE (*)	SCI	482 566 072	100,00 %	100,00 %
LE GNOU	SPRL	0478299080	100,00 %	100,00 %

Ces variations de périmètre n'influencent pas significativement la comparabilité des comptes.

4.2 Ecart d'acquisition

Valeurs au 31 décembre 2004 (ancienne présentation)	29 183
Annulation amortissements antérieurs	12 444
Affectation en écarts d'évaluation d'actifs	-8 926
Changements de méthode	3 518
Valeurs au 31 décembre 2004 (en norme IFRS)	32 701
Acquisition	6816
Ecart de conversion	71
Remise sur prix d'achat de titres	-201
Valeurs au 31 décembre 2005	39 387

4.3 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes au 31 décembre 2004 (ancienne présentation)	5 612
Frais d'établissement	-74
Fonds de commerce	-214
Goodwill affectés sur des actifs incorporels	7 727
Changement de méthode	7 439
Valeurs brutes au 31 décembre 2004 (en normes IFRS)	13 051
Acquisitions	72
Cessions	-4 071
Variation de périmètre	86
Ecart de conversion	7
Valeurs brutes au 31 décembre 2005	9 145
Amortissements au 31 décembre 2004 (ancienne présentation)	2 740
Frais d'établissement	-24
Goodwill affectés sur des actifs incorporels	3 703
Changement de méthode	3 679
Amortissements au 31 décembre 2004	6 419
Dotations	2 011
Reprises	-4 071
Variation de périmètre	12
Ecart de conversion	
Amortissements au 31 décembre 2005	4 371
Valeurs nettes au 31 décembre 2005	4 774

4.4 Immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Matériel de transport	Véhicules en-cours	Autres immobilisations corporelles	TOTAUX
Valeurs brutes au 31 décembre 2004 (ancienne présentation)	13 131	59 718	674 867	17 283	20 469	785 468
Immobilier	5 796	2 464				8 260
Véhicules			-823			-823
Goodwill affectés sur des actifs corporels	21	154	4 401			4 576
Changements de méthode	5 817	2 618	3 578	0	0	12 013

Valeurs brutes au 31 décembre 2004 (en norme IFRS)	18 948	62 336	678 445	17 283	20 469	797 481
Reclassements	-92	92				0
Retraitements	1 254	-2 576	-321		-38	-1 681
Acquisitions	1 543	6 238	157 299	3 253	5 073	173 406
Cessions	-403	-1 957	-84 072		-420	-86 852
Variation de périmètre			232		27	259
Ecart de conversion	36	10	3 313	118	78	3 555
Valeurs brutes au 31 décembre 2005	21 286	64 143	754 896	20 654	25 189	886 168
Amortissements au 31 décembre 2004 (ancienne présentation)	5	15 270	350 339		10 808	376 422
Immobiliers		-1 636				-1 636
Véhicules			-23 890			-23 890
Goodwill affectés sur des actifs corporels		26	2 011			2 037
Autres retraitements		-4	-331		-608	-943
Changements de méthode	0	-1 614	-22 210	0	-608	-24 432
Amortissements au 31 décembre 2004 (en norme IFRS)	5	13 656	328 129	0	10 200	351 990
Reclassements	-1	158	-1		-230	-74
Retraitements	306	-1 719	-224		-77	-1 714
Dotations	62	2 948	91 887		2 545	97 442
Reprises	-57	-627	-66 930		-371	-67 985
Variation de périmètre			41		11	52
Ecart de conversion	9	6	1 363		28	1 406
Amortissements au 31 décembre 2005	324	14 422	354 265	0	12 106	381 117
Provisions au 31 décembre 2004 (ancienne présentation)			0			0
Provisions pour dépréciation des véhicules			331			331
Changement de méthode			331			331
Provisions au 31 décembre 2004 (en norme IFRS)			331			331
Retraitements			5			5
Dotations			192			192
Reprises			-232			-232
Provisions au 31 décembre 2005			296			296
Valeurs nettes au 31 décembre 2005	20 962	49 721	400 335	20 654	13 083	504 755

4.5 Créances

Toutes les créances recouvrables ont une échéance inférieure à 1 an, à l'exception des dépôts de garantie au titre de contrats de location (notamment immobilière), dont l'échéance coïncide généralement avec celle du contrat.

4.6 Trésorerie nette

	31/12/2005	31/12/2004
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 717	16 191
Concours bancaires	-8 424	-4 901
Trésorerie nette	18 293	11 290

La trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie est constituée de la trésorerie et équivalents de trésorerie, diminuée des découverts bancaires qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie.

4.7 Titres d'auto-détention

Au 31 décembre 2004, le groupe détenait 179 219 actions en auto-détention.

En 2005, le groupe :

- a cédé 1 929 actions pour 31K€, cessions qui ont générées une moins-value de 16K€ imputée en diminution des réserves consolidées ;
- a échangé 165 000 actions contre 20 actions de la société 3 TREES HOLDING, maison mère de PETIT FORESTIER UK, conformément aux accords signés lors de l'acquisition de cette société en 2003.

Au 31 décembre 2005, le groupe détient 12 290 titres pour une valeur comptable nette de 301K€.

4.8 Dettes liées aux rachats de minoritaires et compléments de prix

Comme indiqué en notes 1.2.20, le groupe a conclu des accords avec des actionnaires minoritaires de filiales consolidées, par lesquels il leur consent des options de vente de leurs actions et met par ailleurs en place, lors de l'acquisition de sociétés, des contrats prévoyant un complément de prix (bonus – malus sur des paiements décalés).

4.9 Dette financière nette

	Montant au 31/12/2005	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	381 397	125 270	248 530	7 597
Emprunts liés au crédit-bail	10 993	1 203	3 317	6 473
Autres dettes financières	21 241	34	21 207	-
Emprunts et dettes financières	413 631	126 507	273 054	14 070
Intérêts courus, à payer	814	814	-	-
Concours bancaires	8 424	8 424	-	-
Total des dettes financières	9 238	9 238	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-26 717	-26 717	-	-
Dette financière nette	396 152	109 028	273 054	14 070

	Montant au 31/12/2004	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	332 406	111 529	213 175	7 702
Emprunts liés au crédit-bail	12 096	1 103	3 654	7 339
Autres dettes financières	20 306	66	20 240	-
Emprunts et dettes financières	364 808	112 698	237 069	15 041
Intérêts courus, à payer	873	873	-	-
Concours bancaires	4 901	4 901	-	-
Total des dettes financières	5 774	5 774	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-16 191	-16 191	-	-
Dette financière nette	354 391	102 281	237 069	15 041

Certains emprunts bancaires font l'objet de clauses de « Covenants » financiers, qui prévoient le respect de certains ratios financiers. Il est à noter que ces ratios étaient définis par rapport à des comptes établis en normes comptables françaises et qu'ils font l'objet, en accord avec les banques concernées, d'une mise à jour pour tenir compte des principes comptables IFRS.

4.10 Instruments financiers

Comme indiqué en note 1.2.7, le groupe souscrit auprès d'établissements financiers des caps et des collars, afin de couvrir son exposition aux risques de taux d'intérêts.

La valorisation de ces instruments financiers était de 1 567 K€ au 31 décembre 2005, dont 537 K€ de valeur intrinsèque et 1 030 K€ de valeur temps.

La variation de valorisation, comparée au 1^{er} janvier 2005 est de + 563 K€ imputée pour 509 K€ au compte de résultat et 54 K€ sur les capitaux propres.

4.11 Provisions

Provisions et dépréciations au 31/12/2005	A-nouveau	Retraitements	Dotations	Reprises (*)	Solde
Dépréciations sur immobilisations corporelles	331	5	192	232	296
Dépréciations sur immobilisations financières	81				81

Dépréciations sur stocks	85	-82	10		13
Dépréciations sur créances douteuses	6 115		2 572	1 905	6 782
Dépréciations sur autres créances	1 491	-931	412	264	708
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	1 132		597	320	1 409
Autres provisions pour risques et charges	43 042	-485	3 570	64	46 063
Total	52 277	-1 493	7 353	2 785	55 352

(*) les montants correspondent pour l'essentiel à l'utilisation de provisions.

Les indemnités de départ à la retraite, dès lors qu'elles nécessitent la constitution d'une provision, ont pour hypothèses un âge de départ en retraite de 65 ans, une évolution annuelle des salaires de 2 à 3 % selon les sociétés, un taux de charges sociales de 42 à 45 % et un taux d'actualisation compris entre 3,9 et 4,2 %. Ces différences résultent des profils des sociétés.

Affectées au compte de résultat	Dotations	Reprises
Dotations aux provisions	4 353	880
Autres produits & charges d'exploitation		1 905
Autres produits et charges financiers	3	
Impôts différés	2 997	
Total	7 353	2 785

	31/12/2005	31/12/2004
Dépréciations sur immobilisations corporelles	296	331
Dépréciations sur immobilisations financières	81	81
Dépréciations sur immobilisations	377	412
Dépréciations sur stocks	13	85
Dépréciations sur créances douteuses	6 782	6 115
Dépréciations sur autres créances	708	1 491
Dépréciations sur actifs circulants	7 503	7 691
Provisions pour indemnités de retraite	1 409	1 132
Autres provisions pour risques et charges	46 063	43 042
Provisions pour risques et charges	47 472	44 174
Total	55 352	52 277

4.12 Impôts différés

ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES	31/12/2005	31/12/2004
Divers retraitements	190	
Total	190	0
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES	31/12/2005	31/12/2004
Amortissements dérogatoires sur Véhicules	38 642	35 732
Juste valeur des immeubles	2 104	2 617
Décalages temporaires	2 278	1 543
Regroupements d'entreprises	1 883	2 128
Amortissements dérogatoires sur autres biens	1 219	498
Autres retraitements	-160	-163
	45 966	42 355
Total		

4.13 Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions

Le groupe a mis en œuvre au profit de ses collaborateurs deux plans d'options d'actions d'achat.

Ces plans, une fois exercés, sont réglés en actions et sont donc comptabilisés comme indiqué en note 1.2.24.

Comme indiqué en note 1.2.21, le groupe a opté pour l'application de la norme IFRS 2 aux seuls instruments de capitaux propres octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas encore acquis au 31 décembre 2005 et qui sont récapitulés ci-après :

	31/12/2005	31/12/2004
Charges liées aux plans d'acquisition d'actions	11	10
Total	11	10

4.14 Autres charges et produits opérationnels

Les moins-values de cession se rapportent à la sortie des immobilisations des véhicules accidentés.

4.15 Information sectorielle

Toutes les activités du groupe présentent les mêmes caractéristiques, sont complémentaires et fonctionnent selon le même modèle économique.

4.15.1 Chiffre d'affaires par zone géographique

	31/12/2005	31/12/2004
France	223 164	201 048
Benelux	8 267	6 378
Espagne	5 934	4 796
Royaume-Uni	63 609	51 212
Pologne	1 053	
Total	302 027	263 434

4.15.2 Compte de résultat simplifié par secteur d'activités

— Activité location :

Format en principes français	AU 31 12 2005		AU 31 12 2004		Format en normes IFRS
	Ancienne présentation	Publié en normes IFRS	Ancienne présentation	Publié en normes IFRS	
Chiffre d'affaires	285 719	283 790	252 802	251 286	Chiffre d'affaires
Résultat d'exploitation		31 389	24 395	26 363	Résultat opérationnel courant
Résultat financier		-11 652	-10 885	-11 146	Coût de l'endettement financier net
Résultat courant avant impôts		20 066	13 510	15 478	Résultat courant avant impôts
Résultat net		13 389	6 441	9 050	Résultat net

— Activité carrosserie :

Format en principes français	AU 31 12 2005		AU 31 12 2004		Format en normes IFRS
	Ancienne présentation	Publié en normes IFRS	Ancienne présentation	Publié en normes IFRS	
Chiffre d'affaires	52 069	18 237	42 810	12 148	Chiffre d'affaires
Résultat d'exploitation		1 625	1 172	866	Résultat opérationnel courant
Résultat financier		-366	-377	-376	Coût de l'endettement financier net
Résultat courant avant impôts		359	795	490	Résultat courant avant impôts
Résultat net		82	-12	160	Résultat net

4.15.3 Bilan résumé

	AU 31 DECEMBRE 2005			AU 31 DECEMBRE 2004		
	Groupe PF	Activité location	Activité carrosserie	Groupe PF	Activité location	Activité carrosserie
Immobilisations corporelles	504 754	490 492	14 262	445 160	430 183	14 977
Autres actifs non courants	51 983	51 929	54	47 183	47 160	23
Actifs non courants	556 737	542 421	14 316	492 343	477 343	15 000
Créances clients	103 533	87 425	16 108	80 530	64 779	15 751
Autres actifs courants	61 985	60 979	1 006	50 961	49 972	989
Actifs courants	165 518	148 404	17 114	131 491	114 751	16 740
Actif	722 255	690 825	31 430	623 834	592 094	31 740
Capitaux propres	120 771	119 546	1 225	106 662	105 528	1 134
Emprunts et dettes financières à LT	287 309	279 896	7 413	252 078	240 281	11 797
Autres passifs non courants	46 971	46 145	826	40 490	38 006	2 484
Passifs non courants	334 280	326 041	8 239	292 568	278 287	14 281
Emprunts et dettes financières à CT	135 560	133 972	1 588	118 504	117 526	978
Dettes fournisseurs	94 975	85 908	9 067	69 395	60 313	9 082
Autres passifs courants	36 669	25 358	11 311	36 705	30 440	6 265
Passifs courants	267 204	245 238	21 966	224 604	208 279	16 325
Passif	722 255	690 825	31 430	623 834	592 094	31 740

4.16 Résultat financier

	31/12/2005	31/12/2004
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-22	-17
Coût de l'endettement financier brut	-11 997	-11 506
Coût de l'endettement financier net	-12 018	-11 522
Autres produits et charges financier	280	261
Résultat financier	-11 738	-11 261

4.17 Impôt sur les bénéfices

Ventilation entre l'impôt exigible et l'impôt différé :

	31/12/2005	31/12/2004
Impôt exigible	3 957	2 603
Impôt différé	2 997	4 156
Total	6 954	6 759

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt totale comptabilisée :

	31/12/2005	31/12/2004
Résultat consolidé avant impôt	20 425	15 968
Taux d'impôt	% 34,93	% 35,47
Impôt théorique	7 134	5 664
- Impact des différences de taux d'imposition dans d'autres pays que celui de l'entreprise consolidante	-39	86
- Impact des actifs d'impôt différé	-346	-248
- Impact de la diminution de la contribution	114	81
- Impact des charges définitivement non déductibles	165	787

- Reprise sur IDA liés au regroupement d'entreprises		389
- Crédit d'impôt	-74	
Impôt comptabilisé	6 954	6 759
Résultat après impôt	13 471	9 209
Taux effectif	% 34,0	% 42,2

4.18 Résultat net part du groupe par action de « base » (hors actions en autocontrôle)

	Résultat net	Nombre d'actions	Résultat par action (en €)
Année 2005	13 471	4 981 574	2,70
Année 2004	9 239	4 814 645	1,92

Le nombre d'actions de base correspond au nombre de titres émis sous déduction des actions en autocontrôle.

4.19 Engagements hors bilan

(En K€)	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
Engagements donnés :			
Nantissements titres	4 157	5 182	3 188
Hypothèques ou privilèges de prêteurs de deniers	16 620	20 968	9 980
Cautions délivrées pour les filiales du groupe	103 099	57 209	71 607
Gages sur véhicules	-	-	3 540
Total	123 876	83 359	88 315
Engagements reçus :			
Cautions bancaires reçues en couverture de garanties de passif	28	252	1 443
Total	28	252	1 443

Les titres nantis résultent de financements de croissance externe.

Les hypothèques et privilèges de deniers ont été conférés à des banques dans le cadre du financement d'actifs immobiliers.

Les cautions délivrées par PETIT FORESTIER ou PETIT FORESTIER LOCATION garantissent des emprunts souscrits par les sociétés du groupe pour l'acquisition de véhicules et des opérations immobilières.

Les cautions bancaires reçues en couverture de garantie de passif sont à rapprocher des opérations de croissance externe.

4.20 Effectifs

Effectif au 31/12	2005			2004		
	Location	Carrosserie	Groupe	Location	Carrosserie	Groupe
France	1 051	468	1 519	941	423	1 364
Etranger	347	-	347	292	-	292
Total	1 398	468	1 866	1 233	423	1 656

4.21 Rémunération des mandataires sociaux

La rémunération des mandataires sociaux, avantages sociaux inclus, s'élève pour l'exercice 2005 à 536 K€.

Il n'existe aucune avance ou crédit accordé, ni option d'achat ou de souscription d'actions de sociétés du groupe, ni aucun engagement en matière de pension et indemnités assimilées, en faveur des mandataires sociaux.

VI - PASSAGE DES NORMES COMPTABLES FRANCAISES AUX NORMES IFRS

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte

Le référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards) émis par l'IASB (International Accounting Standards Board) ayant été adopté par l'Union Européenne, les sociétés cotées sur un marché réglementé de l'un des Etats membres de l'Union doivent présenter, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005, leurs comptes consolidés en utilisant le référentiel IFRS, en application du règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002.

PETIT FORESTIER a appliqué jusqu'en 2004 les principes comptables français. Coté sur Euronext Paris, PETIT FORESTIER a donc établi, à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2005, ses comptes consolidés selon le référentiel IFRS.

Conformément à la recommandation de l'AMF relative à la communication financière pendant la période de transition, PETIT FORESTIER a préparé des informations financières 2004 sur la transition aux normes IAS/IFRS présentant à titre d'information préliminaire l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS sur :

- le bilan à la date de transition, soit le 1er janvier 2004, date à laquelle les impacts définitifs de la transition seront enregistrés en capitaux propres lors de la publication des comptes consolidés 2005 ;
- la situation financière au 31 décembre 2004 et la rentabilité de l'exercice 2004.

Ces informations financières 2004 sur l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS ont été préparées en appliquant aux données 2004 les normes et interprétations IFRS que PETIT FORESTIER estime devoir appliquer pour la préparation de ses comptes consolidés comparatifs au 31 décembre 2005.

Les principes IFRS retenus pour l'établissement des comptes de l'exercice 2005 ainsi que l'information comparative au titre de 2004 tels que décrits en notes correspondent :

- aux normes et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2005 telles qu'elles sont connues à ce jour ;
- aux options retenues et aux exemptions utilisées qui sont celles que le groupe retiendra selon toute vraisemblance pour l'établissement de ses premiers comptes consolidés annuels IFRS en 2005.

Enfin, l'impact (sur les capitaux propres et l'endettement net du groupe) de la première application au 1er janvier 2005 des normes IAS 32 et 39 relatives aux instruments financiers est également présenté.

— Principes comptables retenus pour la première application des normes IFRS :

Les principes comptables retenus par PETIT FORESTIER pour la préparation des premiers états financiers IFRS sont conformes au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne. Celle-ci a approuvé l'ensemble des normes internationales IAS/IFRS publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2004 et adoptées par l'Union Européenne.

Pour préparer son bilan d'ouverture au 1er janvier 2004, PETIT FORESTIER a suivi les principes de première application des IFRS définis par la norme IFRS 1.

D'une manière générale, les normes IFRS en vigueur ont été appliquées de manière rétrospective comme si PETIT FORESTIER avait toujours appliqué ces normes. La norme IFRS 1 a toutefois explicitement prévu, de manière limitative, quelques exceptions au caractère rétrospectif du retraitement de la première adoption des normes IFRS :

- des exceptions obligatoires telles que le maintien en IFRS des estimations effectuées sous le précédent référentiel (pas de "bénéfice du recul") ou encore l'application prospective de la comptabilité de couverture à compter du premier exercice d'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers,
- de certaines exemptions facultatives pour lesquelles PETIT FORESTIER a retenu l'option de ne pas retraiter rétrospectivement les points suivants :
 - * les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 1998 (norme IFRS 3). La date du 1er janvier 1998 coïncide avec le début des opérations de croissance externe ayant eu un caractère significatif sur le périmètre et l'activité du groupe ;
 - * la valeur nette comptable au 1er janvier 2004 de certaines immobilisations corporelles. Le groupe a décidé d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition aux IFRS à leur juste valeur et d'utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date. Dans le cadre récurrent, PETIT FORESTIER utilise la méthode du coût amorti pour l'évaluation de l'ensemble de ses immobilisations corporelles ;
 - * conformément aux dispositions transitoires prévues par la norme IFRS 2 relative aux instruments de capitaux propres octroyés aux salariés, PETIT FORESTIER a choisi de n'appliquer cette norme qu'aux plans d'options d'achat d'actions émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1er janvier 2005.

Comme prévu par la norme IFRS 1, PETIT FORESTIER a retenu l'option de n'appliquer les normes IAS 32 et IAS 39 relatives aux instruments financiers qu'à compter du 1er janvier 2005. L'impact correspondant a été enregistré dans les capitaux propres à cette date.

1.2 Périmètre et procédures de consolidation

Toutes les filiales dans lesquelles PETIT FORESTIER exerce le contrôle, et a donc le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin d'obtenir des avantages de leurs activités, sont consolidées par intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque PETIT FORESTIER détient, directement ou indirectement, plus de 50 % des droits de vote d'une société. Le contrôle est par ailleurs déterminé en substance, selon la réalité économique effective du contrôle.

La définition du périmètre de consolidation telle qu'elle était appliquée par PETIT FORESTIER selon les principes comptables français est conforme aux dispositions de la norme IAS 27. L'application de cette norme n'entraîne aucun retraitement particulier sur ce point.

Les états financiers des filiales sont inclus dans ceux du Groupe à partir de la date de l'acquisition effective et jusqu'à la date de cession effective.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées totalement.

Les intérêts minoritaires sont distingués dans les fonds propres et le résultat net.

1.3 Méthodologie appliquée

PETIT FORESTIER a anticipé l'application des normes IFRS par des diagnostics et des analyses réalisées en amont et sous la responsabilité de la direction générale, assistée pour certains domaines de conseils et d'experts.

Ces travaux ont permis :

- de mettre en évidence les principales différences entre les normes IFRS et les pratiques du groupe ;
- de procéder à l'analyse des options comptables et financières ;
- d'analyser les méthodologies d'évaluation applicables aux actifs et passifs ;
- d'apprécier les implications organisationnelles et informatiques liées à la mise en place des nouvelles normes, puis de les mettre en oeuvre.

2. ETATS FINANCIERS

Les comptes comparatifs 2004 sont établis en application des dispositions du règlement général de l'AMF avec les méthodes de comptabilisation et d'évaluation des IFRS.

La recommandation du Conseil National de la Comptabilité n° 2004-R.02 en date du 27 octobre 2004 relative aux formats de bilan, de compte de résultat, de tableau de flux de trésorerie et de tableau de variation des capitaux propres a été retenue par PETIT FORESTIER.

2.1 Compte de résultat

La présentation du compte de résultat par nature de produits et de charges, a été maintenue.

Les principales modifications affectant le compte de résultat sont :

- la suppression de la notion de résultat exceptionnel ;
- la notion de Résultat opérationnel et de Résultat opérationnel courant, la différence entre les deux étant les Autres produits et charges opérationnels qui ne doivent comprendre que des éléments en nombre très limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif, généralement repris dans la communication financière ;
- la présentation distincte du Coût de l'endettement financier net, précédemment comprise dans la charge financière.

2.2 Bilan

L'application du référentiel IFRS ne crée pas de divergence majeure, en termes de présentation du bilan, par rapport à la pratique retenue jusque-là par PETIT FORESTIER.

Par ailleurs la distinction, entre éléments courants et non courants, requise par la norme IAS 1, correspond globalement au découpage de l'actif (immobilisé / circulant) et du passif (long terme / court terme) effectué dans les comptes consolidés arrêtés selon les règles françaises.

2.3 Tableau des flux de trésorerie (IAS 7)

La plupart des retraitements effectués au titre de l'application des normes IFRS sont sans impact sur la variation de la trésorerie nette.

Le retraitement identifié ayant un impact sur la trésorerie nette est l'imputation des actions d'autocontrôle (comptabilisées en valeurs mobilières de placement selon les principes français) sur les capitaux propres, en application de la norme IAS 32, qui fait ressortir une diminution de la trésorerie de 4 133 K€ au 1er janvier 2005.

En termes de présentation, le tableau de flux de trésorerie défini par la norme IAS 7 est relativement proche de celui déjà utilisé par le Groupe selon le référentiel comptable français. Il n'y a donc pas de modification majeure de présentation des flux de trésorerie consolidés (en dehors de l'impact ligne à ligne du changement de méthode de consolidation mentionné ci-dessus).

2.4 Réconciliation au 1er janvier 2004

- Bilan ;
- Capitaux propres.

2.5 Réconciliation au 31 décembre 2004

- Bilan ;
- Compte de résultats ;
- Capitaux propres.

2.6 Bilan d'ouverture au 1er janvier 2005

3. DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS

3.1 Retraitements liés aux regroupements d'entreprises (IFRS 3 et IAS 36) (repère a)

En principes comptables français, le groupe amortissait les écarts d'acquisition sur des durées comprises entre 7 et 15 ans.

L'application de la norme IFRS 3 à compter du 1er janvier 1998 a conduit le Groupe à retraiter ses comptes depuis cette date, et notamment à appliquer la méthode de réestimation totale à l'ensemble des regroupements d'entreprises intervenus depuis le 1er janvier 1998.

Les retraitements ont porté principalement sur :

- la reconnaissance à la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'ensemble des filiales acquises par le Groupe à compter du 1er janvier 1998 ;
- une annulation partielle a été constatée, rétroactivement à compter du 1er janvier 1998, de l'amortissement des écarts d'acquisition enregistrés depuis cette date dans le cadre du référentiel comptable français, les écarts d'acquisition n'étant plus amortis mais soumis à des tests de dépréciation conformément à la norme IAS 36. Cette différence de principe, qui s'étend à l'ensemble des amortissements de goodwill du Groupe à compter du 1er janvier 2004, se traduit par une augmentation des capitaux propres au 1er janvier 2004 de 7 465 K€ et par une augmentation du résultat net de 1 479 K€ sur l'exercice 2004 ;
- les goodwills relatifs à l'acquisition de sociétés étrangères sont convertis en euros sur la base des cours de change historiques dans les comptes consolidés établis selon les principes français.

La norme IAS 36 révisée, qui supprime l'amortissement des écarts d'acquisition, impose désormais de pratiquer un test de dépréciation annuel et chaque fois qu'est constaté un indice de perte de valeur, pour les actifs incorporels ayant une durée de vie indéterminée et pour les écarts d'acquisition issus d'un regroupement d'entreprises.

A la date de transition, les écarts d'acquisition ont été affectés à des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes générant des flux de trésorerie identifiables.

Des tests de dépréciation des écarts d'acquisition, fondés sur la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, ont été mis en place sur chacune de ces UGT.

Ainsi, la valeur recouvrable des actifs testés est conforme à la méthodologie requise par la norme IAS 36 (Dépréciation d'actifs).

- Immobilier (IAS 16).

- Evaluation du patrimoine immobilier opérationnel au 1er janvier 2004 (IFRS 1) (repère b)

Conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 1, PETIT FORESTIER a décidé d'évaluer le patrimoine immobilier correspondant aux locaux des différentes agences à la date de transition aux IFRS à leur juste valeur et d'utiliser cette juste valeur en tant que coût historique à cette date.

La juste valeur au 1er janvier 2004 des terrains et des bâtiments a été déterminée par un cabinet d'expertise immobilière. La méthodologie choisie s'est appuyée, dans la mesure du possible, sur une approche « marché », telle qu'elle ressort de la définition de la juste valeur.

Ce traitement comptable conduit à une augmentation des capitaux propres au 1er janvier 2004 de 5 565 K€.

Par contre, le bâtiment formant le siège social du Groupe et la nouvelle usine de LECAPITAINE à Saint-Lô ont été maintenus comptablement au 1er janvier 2004 à leur coût historique du fait de leur particularisme et de leur mise en service très récente. Pour ces deux actifs immobiliers, le coût historique au 1er janvier 2004 a été déterminé de façon rétrospective conformément aux dispositions de la norme IAS 16.

— Composants du patrimoine immobilier

PETIT FORESTIER a procédé à une ventilation par composants de la valeur des actifs immobiliers au 1er janvier 2004 et acquis depuis cette date, en fonction de la durée d'utilité propre à chacun d'eux.

Les durées d'amortissements par composants retenues pour les constructions vont de 10 ans à 30 ans pour tous les sites, à l'exception du bâtiment siège social dont l'ossature est amortie sur 60 ans au lieu de 30 ans.

Des valeurs résiduelles comprises entre 0 et 10 % ont été associées à chaque composant.

Les frais d'acquisition des immobilisations, précédemment comptabilisés en charge à répartir, ont été retraités et immobilisés.

Il en résulte une augmentation de 315 K€ sur les capitaux propres au 1er janvier 2004.

— Matériel de transport (repère c).

Le matériel de transport constitue un actif significatif pour le Groupe PETIT FORESTIER puisqu'il regroupe la flotte de véhicules destinés pour la plupart à être loués.

La durée de vie des principaux éléments constitutifs des véhicules frigorifiques étant supérieure à la durée d'utilité de ces véhicules pour PETIT FORESTIER, chaque véhicule a été considéré comme formant un ensemble indissociable. Il n'a donc pas été mis en oeuvre d'approche par composant.

Historiquement depuis 1997, PETIT FORESTIER amortissait dégressivement ses véhicules sur 8 ans pour les véhicules légers ($PTC \leq 3,5$ T) et 10 ans pour les poids lourds ($PTC > 3,5$ T).

Le schéma d'amortissement du matériel de transport est désormais le suivant :

- répartition du parc de véhicules en 17 familles, chacune correspondant à une typologie technique et d'usage locatif particulière ;
- détermination pour chaque famille d'un schéma d'amortissement dégressif complété d'une valeur résiduelle ;
- les durées d'amortissements sont maintenues à 8 ans pour les véhicules légers et à 10 ans pour les poids lourds, durées d'utilité habituellement constatées dans le Groupe ;
- les valeurs résiduelles sont comprises selon les familles de véhicule entre 4 % et 10 % de la valeur d'origine ;
- des tests de dépréciation sont effectués dès lors qu'un véhicule est toujours présent à l'actif, au-delà de sa durée prévue d'utilité.

Par contre, et à l'évidence, les plus values de cession sont réduites du fait d'une valeur résiduelle supérieure des véhicules cédés, en ce compris les pertes sur les véhicules sinistrés pour lesquels PETIT FORESTIER est en auto-assurance.

Il en résulte globalement une augmentation des capitaux propres de 14 294 K€ au 1er janvier 2004 et une amélioration du résultat net de 1 255 K€ sur l'exercice 2004.

3.2 Autres immobilisations corporelles (repère d)

Les autres immobilisations corporelles ont également fait l'objet d'une analyse conduisant à ajuster si besoin la durée d'amortissement à la durée d'utilité et à introduire pour certaines une valeur résiduelle. Il en découle une augmentation de 329 K€ des capitaux propres dont 355 K€ ont pour origine le parc de containers frigorifiques loués.

3.3 Production immobilisée (repère e)

Les carrosseries et les groupes frigorifiques vendus par les sociétés LECAPITAINE et RELEC FROID pour former des immobilisations dans les sociétés du groupe PETIT FORESTIER sont retraités.

L'application de la norme IAS 16 implique d'annuler le chiffre d'affaires qui en résulte. Il en est de même pour les charges ayant concouru à cette production. La marge interne est quant à elle annulée et déduite du coût de production des camions.

L'impact en est une diminution comptable du chiffre d'affaires de 30 661 K€ en 2004.

De même 190 K€ de production immobilisée, correspondant à des travaux pour compte propre, ont été retraités dans les postes de charge, sans incidence résultat.

3.4 Actifs incorporels (repère f)

Les immobilisations incorporelles qui ne répondent pas aux critères de la norme IAS 38 ont été sorties du bilan. L'impact en est une diminution des capitaux propres de 143 K€ au 1er janvier 2004.

3.5 Avantages du personnel (IAS 19) (repère g)

PETIT FORESTIER a procédé à un recensement des engagements de retraite et autres avantages couverts par la norme IAS 19. Il s'agit :

- des avantages postérieurs à l'emploi, qui comprennent principalement les indemnités de départ à la retraite des salariés des sociétés du groupe pour lesquels un engagement résulte des obligations et conventions ;
- des autres avantages à long terme (pendant l'emploi) qui recouvrent essentiellement les médailles du travail.

Les engagements liés aux régimes dits à prestations définies, par lesquelles l'employeur garantit un niveau futur de prestations, ont été évalués par PETIT FORESTIER selon les principes posés par la norme IAS 19 et ont été provisionnés dans leur intégralité au 1er janvier 2004.

Compte tenu d'un provisionnement précédemment comptabilisé de 915 K€, l'impact sur les capitaux propres d'ouverture est de - 50 K€, incluant pour l'essentiel :

- les effets du changement de méthode de calcul de certains engagements dans la mesure où la norme IAS 19 prévoit une méthode unique d'évaluation (méthode dite des unités de crédit projetées) ;
- la redéfinition de certaines hypothèses actuarielles, déterminées plus précisément par les principes IFRS.

3.6 Paiement en actions (IFRS 2) (repère h)

PETIT FORESTIER a attribué au personnel des options d'achat d'actions. Lors de la levée de ces options, le groupe cède à ses salariés des actions préalablement achetées. Conformément aux principes comptables français, l'attribution d'option d'achat d'actions ne donnait pas lieu à la constatation d'une charge.

La norme IFRS 2, relative aux « paiements fondés sur des actions », impose de comptabiliser une charge de personnel égale à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des instruments de capitaux propres reçus. Cette charge, qui a été évaluée à la date d'attribution des options, sur la base du modèle de Black-Scholes-Merton, est étalée sur la durée d'acquisition des droits.

Conformément aux dispositions de la première application de la norme IFRS 2 figurant dans la norme IFRS 1, seules les options d'achat d'actions émises après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas intégralement acquis au 1er janvier 2005 ont été retraités. L'incidence de cette norme est nulle sur les capitaux propres au 1er janvier et au 30 juin 2004 dans la mesure où cette charge de rémunération différée est comptabilisée en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées. La charge sur l'année 2004 est de 11 K€.

3.7 Titres d'autocontrôle (IAS 32) (repère j)

Conformément aux principes comptables français, les actions d'autocontrôle étaient enregistrées en valeurs mobilières de placement. Les plus ou moins values de cession étaient quant à elles enregistrées en résultat financier.

Selon la norme IAS 32, les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées pour leur montant net d'impôt.

PETIT FORESTIER a opté pour une première adoption de la norme IAS 32 au 1er janvier 2005. En conséquence, aucun ajustement n'a été opéré sur les comptes de l'exercice 2004.

Au 1^{er} janvier 2005, l'annulation des actions propres entraîne une diminution des capitaux propres de 4 123 K€.

Parmi les actions d'autocontrôle enregistrées en diminution des capitaux propres, figurent 165 000 actions acquises par PETIT FORESTIER en 2003, qui ont été remises fin 2005 aux actionnaires minoritaires de 3 TREES HOLDING, en échange des 20 % d'actions résiduels de cette société.

Cet échange ayant eu lieu le 27 octobre 2005 et le 20 décembre 2005, il a été opéré au second semestre 2005 à une annulation à due concurrence de la diminution réalisée qui a eu un impact positif de 6 539 K€ sur les capitaux propres au 31 décembre 2005.

3.8 Subventions d'investissements (IAS 20) (repère i)

En respect de la norme IAS 20, les subventions d'investissements ne sont plus intégrées dans les capitaux propres mais inscrites en produits constatés d'avance.

Un terrain acquis par une société du groupe ayant bénéficié d'une subvention d'investissement, celle-ci est retraitée.

Il en résulte une réduction de 27 K€ sur les capitaux propres au 1er janvier 2004.

3.9. Produits des activités ordinaires (IAS 18) (repère o)

Les dotations et reprises de provisions précédemment constituées ainsi que les transferts de charges ont été reclassés dans le compte de résultat dans les postes comptables concernés.

Les plus values de cessions de véhicules qui ont un caractère régulier ont été reclassées en résultat d'exploitation et sont inscrites dans la rubrique « Autres produits » depuis le 1er janvier 2004, telles qu'elles figurent dans les comptes précédemment présentés.

3.10 Instruments financiers (IAS 39)

PETIT FORESTIER a décidé d'appliquer la norme IAS 39 à dater du 1er janvier 2005 conformément à l'option que lui permettait la norme IFRS 1. Les impacts correspondant ont donc été enregistrés dans les capitaux propres à cette date.

3.11 Prêts effort construction (repère n)

Des sociétés du groupe PETIT FORESTIER ont choisi jusqu'en 1997 de libérer sous forme de prêts leurs obligations à l'effort construction.

Au 31 décembre 2004, les prêts efforts constructions représentaient un actif de 159 K€. Ces prêts sont sans intérêts et donneront lieu à un remboursement après 20 ans.

Ces prêts ont été évalués à dater du 1er janvier 2005 au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. L'impact en est une réduction de 52 K€ des capitaux propres.

3.12 Passifs financiers (repère k)

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés passifs et les cautions reçues.

A l'exception des instruments dérivés, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif correspond au taux qui permet d'obtenir la valeur nette comptable d'un passif financier en actualisant ses flux estimés payés jusqu'à l'échéance au taux de marché.

La dette bancaire de PETIT FORESTIER comporte principalement des emprunts à taux variables. Ces passifs financiers à taux variables étant comptabilisés initialement pour un montant égal au montant en principal à rembourser à l'échéance, le fait de réestimer les paiements futurs d'intérêts n'a pas d'effet significatif sur la valeur comptable de ces passifs.

Les contrats de location de longue durée signés avec les clients des sociétés du groupe prévoient le versement d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est restitué au client au terme du contrat de location, entre 2 à 6 ans plus tard, dès lors que le client a rempli l'intégralité de ses obligations envers le loueur.

L'évaluation des dépôts de garantie reçus des clients selon la méthode du taux d'intérêt effectif au 1er janvier 2005 se traduit par une augmentation des capitaux propres de 1 188 K€.

3.13 Instruments dérivés : Couverture de taux (repère l)

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le groupe utilise les instruments dérivés. Conformément à la norme IAS 39, tout instrument dérivé doit figurer au bilan pour sa juste valeur et toute variation de juste valeur est enregistrée en résultat.

La méthode de consolidation des variations de valeur de marché diffère selon que l'instrument dérivé est utilisé pour couvrir un risque de valeur de marché, un risque de flux de trésorerie, un risque de change sur investissement net en devises ou qu'il ne constitue pas un instrument de couverture.

La qualification de couverture résulte de l'intention initiale d'affecter l'instrument dérivé à la couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie futur, définie et documentée dès l'origine. L'efficacité de cette couverture doit être démontrée par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement rapportée au résultat financier.

Les CAP contractés par la société dans le cadre de la politique de gestion des risques sont qualifiés couverture de flux de trésorerie. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans un poste spécifique des capitaux propres pour la partie correspondant à la valeur intrinsèque. La partie inefficace (la variation de la valeur temps) est comptabilisée en résultat.

Une diminution des capitaux propres de 139 K€ au 1er janvier 2005 en découle.

3.14 Paiements différés de titres de participations (repère m)

Pour certaines sociétés acquises lors d'opérations de croissance externe, le contrat d'achats des actions ou des parts sociales auprès des anciens actionnaires incluent des paiements différés d'une partie du prix convenu.

Ces dettes correspondant aux engagements de paiements différés du groupe ont été évaluées au 1er janvier 2005 au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ce retraitement se traduit par une augmentation des capitaux propres au 1er janvier 2005 de 37 K€.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe publie actuellement la répartition du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel entre ses deux secteurs d'activité, la location et la carrosserie, ainsi qu'une répartition géographique.

En respect de la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle :

- ces informations sont complétées par le résultat opérationnel courant par activité et par zone géographique ainsi que la valeur comptable des actifs et passifs sectoriels ;
- le secteur primaire retenu est bien entendu la location de véhicules et le secteur secondaire est la carrosserie frigorifique.

CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)		Au 1er janvier 2004	Au 31 décembre 2004	Au 1er janvier 2005
En principe français		70 829	76 128	
Impact du passage aux normes IFRS		27 554	30 534	
<i>a</i>	Regroupement d'entreprises	7 462	8 940	
<i>b</i>	Actifs Immobiliers	5 880	6 217	
<i>c</i>	Immobilisations corporelles Véhicules	14 294	15 549	
<i>d</i>	Autres Immobilisations corporelles	329	399	
<i>e</i>	Production immobilisée	-191	-253	
<i>f</i>	Actifs Incorporels	-143	-175	
<i>g</i>	Avantages du Personnel	-50	-91	
<i>h</i>	Stock Options		-11	
<i>i</i>	Subventions d'investissement	-27	-42	
En normes IFRS		98 383	106 662	
	dont part revenant aux minoritaires	1 474	2 056	
	dont part revenant au Groupe	96 909	104 606	
Impact du passage aux normes IFRS au 1er janvier 2005				-3 088
<i>j</i>	Actions en autocontrôle (*)			(*) -4 123
<i>k</i>	Dépôts de garantie reçus clients			1 188
<i>l</i>	Couvertures de taux			-139
<i>m</i>	Paiements différés titres participation			37
<i>n</i>	Prêts 1 % construction			-52
En normes IFRS après passage du 1er janvier 2005				103 574
	dont part revenant aux minoritaires			2 056
	dont part revenant au Groupe			101 518

(*) Impact provisoire jusqu'au 20 décembre 2005 à hauteur de 3 775 K€. Correspond à l'annulation temporaire des actions en autocontrôle échangées contre les 20 % non encore détenus par le Groupe de 3 Trees Holding, maison mère de Petit Forestier UK.

Impact Résultat Net 2004

(En milliers d'euros)		Au 31 décembre 2004
En principe français		6 429
Impact du passage aux normes IFRS		2 780
a	Regroupement d'entreprises	1 478
b	Actifs Immobiliers	290
c	Immobilisations corporelles Véhicules	1 255
d	Autres Immobilisations corporelles	70
e	Production immobilisée	-214
f	Actifs Incorporels	-32
g	Avantages du Personnel	-41
h	Stock Options	-11
i	Subventions d'investissement	-15
o	Autres Retraitements	0
En normes IFRS		9 209
dont part revenant aux minoritaires		-30
dont part revenant au Groupe		9 239

RECONCILIATION AU 1^{er} JANVIER 2004BILAN AU 1^{er} JANVIER 2004

(En milliers d'euros)	Publié en principes français	Regroupement d'entreprises	Actifs Immobiliers	Immobilisations corporelles Véhicules	Autres Immobilisations corporelles	Production immobilisée	Actifs Incorporels
Format en principes français		(IAS 36)	(IAS 16)	(IAS 16)	(IAS 16)	(IAS 16)	(IAS 16)
		a	b	c	d	e	f
Ecart d'acquisition	34 273	876					
Autres immobilisations incorporelles	1 688	4 714					-218
Immobilisations corporelles	354 078	2 974	9 358	21 790	501	-291	
Immobilisations financières	766						
Actif immobilisé	390 805	8 564	9 358	21 790	501	-291	-218
Stocks et en-cours	6 433						
Clients et comptes rattachés	70 510						
Autres créances	17 236	1 402	-82				
VMP et disponibilités	23 899						
Actif circulant	118 078	1 402	-82			0	
Total actif	508 883	9 966	9 276	21 790	501	-291	-218
Capital social	9 988						
Réserve	53 856	6 753	5 880	14 284	329	-191	-143
Résultat (part du groupe)	6 229						
Capitaux propres du groupe	70 073	6 753	5 880	14 284	329	-191	-143
Intérêts minoritaires	756	709		10			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	310 782						
Emprunts et dettes financières divers à plus d'un an (caution clients)	18 825						
Provisions pour impôts différés plus d'un an	21 423	2 504	3 396	7 497	172	-100	-75
Ressources stables	421 859	9 966	9 276	21 790	501	-291	-218

Dettes fournisseurs	54 258						
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 838						
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit							
Emprunts et dettes financières divers	719						
Dettes fiscales et sociales	19 988						
Provisions risques et charges	3 610						
Autres dettes	1 611						
Total passif	508 883	9 966	9 276	21 790	501	-291	-218

RECONCILIATION AU 1^{er} JANVIER 2004BILAN AU 1^{er} JANVIER 2004 (suite)

(En milliers d'euros)	Avantages du Personnel	Subventions d'inves- tissement	Reclas- sements	Impact total	Publié en normes IFRS	Format en normes IFRS
Format en principes français	(IAS 19)	(IAS 20)				
	g	i				
Ecart d'acquisition				876	35 149	Goodwill
Autres immobilisations incorporelles				4 496	6 184	Immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles				34 332	388 410	Immobilisations corporelles
Immobilisations financières			-766	-766	0	Titres de participation
				0	0	Actifs financiers disponibles à la vente
				0	0	Actifs d'impôt non courants
			766	766	766	Autres actifs non courants
Actif immobilisé	0	0	0	39 704	430 509	Actif non courant
Stocks et en-cours				0	6 433	Stocks et en-cours
Clients et comptes rattachés				0	70 510	Créances clients et comptes rattachés
Autres créances			-11	1 309	18 545	Autres actifs courants
			11	11	11	Actif d'impôt courant
VMP et disponibilités				0	23 899	Trésorerie et équivalents de trésorerie
				0		Actifs non courants destinés à être cédés
Actif circulant	0	0	0	1 320	119 398	Actif courant
Total actif	0	0	0	41 024	549 907	Total actif
Capital social				0	9 988	Capital émis
Réserve	-50	-27		26 836	80 692	Autres réserves
				0		Titres en auto-contrôle
Résultat (part du groupe)				0	6 229	Résultat de l'exercice
Capitaux propres du groupe	-50	-27	0	26 836	96 909	Capitaux propres
Intérêts minoritaires				718	1 474	Intérêts minoritaires
				0	98 383	Total capitaux propres
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			-106 963	-106 963	223 228	Emprunts et dettes financières à long terme
Emprunts et dettes financières divers à plus d'un an (caution clients)			584	584		
Provisions pour impôts différés plus d'un an	-26	-14	78	13 431	34 854	Passif d'impôts non courants
			1 249	1 249	1 249	Provisions à long terme
			3 855	3 855	3 855	Autres passifs non courants
Ressources stables	-76	-41	-101 197	-60 290	263 186	Total passif non courant
Dettes fournisseurs			-3 855	-3 855	50 403	Fournisseurs et comptes rattachés
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				0	6 838	Emprunts à court terme
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			106 963	106 963	107 098	Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme
Emprunts et dettes financières divers			-584	-584		

Dettes fiscales et sociales			-17 787	-17 787	2 202	Passif d'impôt courants
Provisions risques et charges	76		-3 528	-3 452	158	Provisions à court terme
Autres dettes		41	19 988	20 029	21 640	Autres passifs courants
				0	0	Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés
				0	188 338	Total passif courant
Total passif	0	0	0	41 024	549 907	Total passif

RECONCILIATION AU 31 DECEMBRE 2004

BILAN AU 31 DECEMBRE 2004

(En milliers d'euros)	Publié en principes français	Regroupement d'entreprises	Actifs Immobiliers	Immobilisations corporelles Véhicules	Autres Immobilisations corporelles	Production immobilisée	Actifs Incorporels	Avantages du Personnel	Subventions d'investissement
Format en principes français		(IAS 36)	(IAS 16)	(IAS 16)	(IAS 16)	(IAS 16)	(IAS 16)	(IAS 19)	(IAS 20)
		a	b	c	d	e	f	g	i
Ecart d'acquisition	29 184	3 571	-54						
Autres immobilisations incorporelles	2 872	4 024					-264		
Immobilisations corporelles	409 045	2 460	9 979	23 685	608	-618			
Immobilisations financières	7 850								
Actif immobilisé	448 951	10 055	9 926	23 685	608	-618	-264	0	0
Stocks et en-cours	8 393								
Clients et comptes rattachés	80 530								
Autres créances	25 474	1 013	-110						
VMP et disponibilités	16 201								
Actif circulant	130 598	1 013	-110			0		0	0
Total actif	579 549	11 068	9 816	23 685	608	-618	-264	0	0
Capital social	9 988								
Réserve	58 344	6 753	5 927	14 284	329	-38	-143	-50	-27
Résultat (part du groupe)	6 268	1 667	290	1 257	70	-214	-32	-41	-15
Capitaux propres du groupe	74 600	8 420	6 217	15 542	399	-253	-175	-91	-42
Intérêts minoritaires	1 528	520		8					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	344 502								
Emprunts et dettes financières divers à plus d'un an (caution clients)	20 169								
Provisions pour impôts différés plus d'un an	26 190	2 128	3 599	8 136	209	-365	-89	-48	-22
Ressources stables	466 989	11 068	9 816	23 685	608	-617	-264	-139	-63
Dettes fournisseurs	71 361								
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 774								
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit									
Emprunts et dettes financières divers	137								
Dettes fiscales et sociales	25 730								
Provisions risques et charges	3 768							139	
Autres dettes	5 790								63
Total passif	579 549	11 068	9 816	23 685	608	-617	-264	0	0

RECONCILIATION AU 31 DECEMBRE 2004

BILAN AU 31 DECEMBRE 2004 (suite)

(En milliers d'euros)	Stock options	Reclassements	Impact total	Publié en normes IFRS	Format en normes IFRS
Format en principes français	(IFRS 2)				
	h				
Ecart d'acquisition			3 518	32 702	Goodwill

Autres immobilisations incorporelles			3 760	6 632	Immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles			36 115	445 160	Immobilisations corporelles
Immobilisations financières		-7 850	-7 850	0	Titres de participation
			0	0	Actifs financiers disponibles à la vente
			0	0	Actifs d'impôt non courants
		7 850	7 850	7 850	Autres actifs non courants
Actif immobilisé	0	0	43 392	492 343	Actif non courant
Stocks et en-cours			0	8 393	Stocks et en-cours
Clients et comptes rattachés			0	80 530	Créances clients et comptes rattachés
Autres créances			903	26 377	Autres actifs courants
			0		Actif d'impôt courant
VMP et disponibilités	-11		-11	16 191	Trésorerie et équivalents de trésorerie
			0		Actifs non courants destinés à être cédés
Actif circulant	-11	0	893	131 491	Actif courant
Total actif	-11	0	44 285	623 834	Total actif
Capital social			0	9 988	Capital émis
Réserve			27 036	85 380	Autres réserves
			0		Titres en auto-contrôle
Résultat (part du groupe)	-11		2 971	9 239	Résultat de l'exercice
Capitaux propres du groupe	-11	0	30 006	104 606	Capitaux propres
Intérêts minoritaires			528	2 056	Intérêts minoritaires
			0	106 662	Total capitaux propres
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-112 632	-112 632	252 078	Emprunts et dettes financières à long terme
Emprunts et dettes financières divers à plus d'un an (caution clients)		39	39		
Provisions pour impôts différés plus d'un an		-2 208	11 341	37 531	Passif d'impôts non courants
		993	993	993	Provisions à long terme
		1 966	1 966	1 966	Autres passifs non courants
Ressources stables	-11	-111 842	-67 759	292 568	Total passif non courant
Dettes fournisseurs		-1 966	-1 966	69 395	Fournisseurs et comptes rattachés
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			0	5 774	Emprunts à court terme
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		112 632	112 632	112 730	Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme
Emprunts et dettes financières divers		-39	-39		
Dettes fiscales et sociales		-20 907	-20 907	4 824	Passif d'impôt courants
Provisions risques et charges		-3 609	-3 470	298	Provisions à court terme
Autres dettes		25 730	25 793	31 583	Autres passifs courants
			0	0	Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés
			0	224 604	Total passif courant
Total passif	-11	0	44 285	623 834	Total passif

RECONCILIATION AU 31 DECEMBRE 2004

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2004

(en milliers d'euros)	Publié en principes français	Regroupement d'entreprises	Actifs Immobiliers	Immobilisations corporelles Véhicules	Autres Immobilisations corporelles	Production immobilisée	Actifs Incorporels	Avantages du Personnel	Subventions d'investissement
Format en principes français		(IAS 36)	(IAS 16)	(IAS 16)	(IAS 16)	(IAS 16)	(IAS 16)	(IAS 19)	(IAS 20)
		a	b	c	d	e	f	g	i
Chiffre d'affaires	295 611					-30 661			
Autres produits	9 597			-3 263		-159			-23
Achats de marchandises	-4 327					2 053			
Achats de matières premières	-48 252					14 137			
Charges de personnel	-59 835					6 579			

Autres achats et charges externes	-63 052		-4			6 689	-53		
Impôts et taxes	-7 321					430			
Dotations aux amortissements	-92 864	-1 204	444	5 246	106	518	7		
Dotations aux provisions	-2 033			-89		89		-63	
Autres charges	-1 957								
Résultat d'exploitation	25 567	-1 204	441	1 894	106	-327	-46	-63	-23
Produits financiers	334								
Charges financières	-11 595								
Résultat financier	-11 261	0				0		0	0
Résultat exceptionnel	892								
Impôts sur les bénéfices	-6 074	-12	-151	-640	-37	112	14	22	8
Amortissement des écarts d' acquisition	-2 695	2 695							
Résultat net	6 429	1 478	290	1 255	70	-214	-32	-41	-15
<i>Résultat groupe</i>	<i>6 268</i>	<i>1 667</i>	<i>290</i>	<i>1 257</i>	<i>70</i>	<i>-214</i>	<i>-32</i>	<i>-41</i>	<i>-15</i>
<i>Résultat hors groupe</i>	<i>161</i>	<i>-189</i>		<i>-2</i>					

RECONCILIATION AU 31 DECEMBRE 2004

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2004 (suite)

(En milliers d'euros)	Stock options	Autres retraitements	Reclassements	Impact total	Publié en normes IFRS	Format en normes IFRS
Format en principes français	(IFRS 2)	o				
	h					
Chiffre d'affaires		-1 516		-32 177	263 434	Chiffre d'affaires
Autres produits		-2 274	-1 182	-6 900	2 697	Autres produits d'activité
Achats de marchandises		-6		2 046	-36 396	Achats consommés
Achats de matières premières				14 137		
Charges de personnel	-11	31		6 600	-53 235	Charges de personnel
Autres achats et charges externes		1 698	0	8 331	-54 721	Charges externes
Impôts et taxes				430	-6 891	Impôts et taxes
Dotations aux amortissements				5 118	-87 747	Dotations aux amortissements
Dotations aux provisions		2 849	-257	2 530	497	Dotations aux provisions
			1 182	1 182	1 182	Variation des stocks de produits en cours et finis
Autres charges		1 037	-671	366	-1 591	Autres produits et charges d'exploitation
Résultat d'exploitation	-11	1 820	-928	1 662	27 229	Résultat opérationnel courant
				0	0	Autres produits et charges opérationnels
				0	0	Résultat opérationnel
Produits financiers			-351	-351	-17	Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie
Charges financières			89	89	-11 506	Coût de l'endettement financier brut
Résultat financier	0		-261	-261	-11 522	Coût de l'endettement financier net
			261	261	261	Autres produits et charges financiers
Résultat exceptionnel		-1 820	928	-892	0	
Impôts sur les bénéfices				-685	-6 759	Charges d'impôt
Amortissement des écarts d' acquisition				2 695	0	
				0	0	Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence
				0	0	Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession
				0	0	Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession
Résultat net	-11	0	0	2 780	9 209	Résultat net
Résultat groupe	-11	0	0	2 970	9 239	Part du groupe
Résultat hors groupe				-191	-30	Intérêts minoritaires

BILAN AU 1er JANVIER 2005

Format en normes IFRS	Publié en principes IFRS	Actions en autocontrôle (*)	Dépôts de garantie reçus clients	Couvertures de taux
	31/12/2004	(IAS 32)	(IAS 39)	(IAS 39)
Goodwill	32 702			
Immobilisations incorporelles	6 632			
Immobilisations corporelles	445 160			
Titres de participation	0			
Autres actifs financiers non courants	0			
Actifs d'impôt différés	0			
Autres actifs non courants	7 850			
Actif non courant	492 343	0	0	0
Stocks	8 393			
Créances clients	80 530			
Créances d'impôts courants	26 377			
Autres actifs courants	0			-211
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 191	-4 123		
Actif courant	131 491	-4 123	0	-211
Actifs détenus en vue de la vente	0			
Total actif	623 834	-4 123	0	-211
Capital émis	9 988			
Autres réserves	85 380	-4 123	1 188	-139
Résultat de l'exercice	9 239			
Capitaux propres	104 606	-4 123	1 188	-139
Intérêts minoritaires	2 056			
Total capitaux propres	106 662	-4 123	1 188	-139
Emprunts et dettes financières à long terme	252 078		-1 794	
Passif d'impôts non courants	37 531		606	-72
Provisions à long terme	993			
Autres passifs non courants	1 966			
Total passif non courant	399 230	-4 123	0	-211
Fournisseurs et comptes rattachés	69 395			
Emprunts à court terme	5 774			
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	112 730			
	0			
Passif d'impôt courants	2 208			
Provisions à court terme	2 914			
Autres passifs courants	31 583			
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés	0			
Total passif courant	224 604	0	0	0
Total passif	623 834	-4 123	0	-211

(*) Impact provisoire jusqu'au 20 décembre 2005 à hauteur de 3 775 K€. Correspond à l'annulation temporaire des actions en autocontrôle échangées contre les 20 % non encore détenus par le Groupe de 3 Trees Holding, maison mère de Petit Forestier UK.

BILAN AU 1er JANVIER 2005 (suite)

Format en normes IFRS	Paiements différés titres participation	Prêts 1% construction	Impact total	Publié en normes IFRS
	(IAS 39)	(IAS 39)		01/01/2005
	m	n		
Goodwill			0	32 702
Immobilisations incorporelles			0	6 632
Immobilisations corporelles			0	445 160

Titres de participation		-79	-79	-79
Autres actifs financiers non courants			0	0
Actifs d'impôt différés			0	0
Autres actifs non courants			0	7 850
Actif non courant	0	-79	-79	492 265
Stocks			0	8 393
Créances clients			0	80 530
Créances d'impôts courants			0	26 377
Autres actifs courants			-211	-211
Trésorerie et équivalents de trésorerie			-4 123	12 068
Actif courant	0	0	-4 334	127 157
Actifs détenus en vue de la vente			0	0
Total actif	0	-79	-4 412	619 421
Capital émis			0	9 988
Autres réserves	37	-52	-3 088	82 292
Résultat de l'exercice			0	9 239
Capitaux propres	37	-52	-3 088	101 518
Intérêts minoritaires			0	2 056
Total capitaux propres	37	-52	-3 088	103 574
Emprunts et dettes financières à long terme			-1 794	250 284
Passif d'impôts non courants	20	-27	526	38 058
Provisions à long terme			0	993
Autres passifs non courants			0	1 966
Total passif non courant	57	-79	-4 356	394 874
Fournisseurs et comptes rattachés			0	69 395
Emprunts à court terme			0	5 774
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme			0	112 730
	-57		-57	-57
Passif d'impôt courants			0	2 208
Provisions à court terme			0	2 914
Autres passifs courants			0	31 583
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés			0	0
Total passif courant	-57	0	-57	224 547
Total passif	0	-79	-4 412	619 421

(*) Impact provisoire jusqu'au 20 décembre 2005 à hauteur de 3 775 K€. Correspond à l'annulation temporaire des actions en autocontrôle échangées contre les 20 % non encore détenus par le Groupe de 3 Trees Holding, maison mère de Petit Forestier UK.

C. – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT 2005

(En euros).

Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée générale annuelle des actionnaires la distribution d'un dividende de 0,75 € net par action.

A répartir :	
Résultat 2005	6 193 802,09
Report à nouveau	114 511,26
	6 308 313,35
Affecté comme suit :	
Dotation à la réserve légale	-
Distribution de dividendes	3 745 398,00
Autres réserves	2 500 000,00
Report à nouveau	62 915,35
	6 308 313,35

D. – ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale des actionnaires se tiendra le jeudi 22 juin 2006 à 17 heures au siège social de la société à Villepinte (93420) – 11, route de Tremblay.

0609793